

# la Gueule ouverte

PARIS  
aux mains  
des "verts"?

n°145 mercredi 16 février 1977 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49 FB - france 5F

## LES CHEFS SOCIALISTES :

### « non à la démocratie directe ! »

**F**ORT de sa puissance au sein de l'Union de la Gauche, de sa position toute neuve de « premier parti de France » (au fait, pourquoi ce désir de domination ?) et de sa qualité de machine à faire des adhérents, le Parti Socialiste, courant majoritaire (Mitterrand), a complètement oublié qu'il revient de loin : des errements de la SFIO, de la FGDS, des alliances centristes et des visées sociales-démocrates. Le congrès d'Épinay, qui l'a réitéré à gauche et autogestionnaire, ne date que de 1971, et le Programme Commun de la Gauche de 1972.

Pourquoi rappeler ce passé ? Parce que, face au séduisant discours du présent, il faut avoir sans cesse à l'esprit la pratique passée pour entrevoir ce que

pourra être la pratique à venir. Le colloque sur la politique industrielle du PS, les 12 et 13 février, a déçu même les militants, tant les choses dites ont été vagues, et tant on sentait que les décisions et les vrais problèmes restaient aux mains des spécialistes, et le faire-valoir aux mains des leaders de la tribune. Prudence électorale sans doute.

Mais lorsqu'un parti prône la démocratie locale, la levée du secret administratif et veut « changer la vie », il importe qu'il adopte en son sein même des structures décentralisées et abandonne des schémas intellectuels quasi-capitalistes, sous peine de ne réussir au mieux qu'une social-démocratie « aux couleurs de la France ».

Françoise Danam *suite pages 2/3*



de Fessenheim à Gerstheim :

## L'ALSACE SUR LE PIED DE GUERRE

- reportage p. 10

# PENDANT LES ELECTIONS LA LUTTE CONTRE SUPER PHENIX CONTINUE !

- voir p. 20



## Une grande enquête "Gueule Ouverte" L'ÉCOLOGIE EST-ELLE POLITIQUE POUR LES PARTIS ?

CHRISTIANE MORA (P.S.) :

« L'écologie est très bien prise en compte au niveau du discours, mais les décisions ne suivent pas. »

- **Françoise Danam:** Comme tous les partis politiques, vous allez me dire que l'écologie est au centre des préoccupations du PS.

- **Christiane Mora:** « Pas vraiment. Mais je vous dirai que dès 1965 François Mitterrand avait dans son programme des éléments relatifs au cadre de vie. Que ceci progresse sans cesse, et qu'il travaille directement avec nous, c'est-à-dire Edith Cresson, moi et Monique Cazeaux avant qu'elle ne nous quitte pour des raisons plus politiques qu'écologiques.

- Elle a cependant dit que le PS ne lui donnait pas les moyens de s'occuper d'écologie.

- C'est vrai, nous manquons de moyens, mais cela évolue, grâce notamment à l'action des associations qui nous poussent à la roue et nous forcent à agir. Ainsi, Jean-Pierre Cot a déposé un projet de loi pour obtenir la levée du secret administratif. C'est très important, car cela permettrait à tout le monde d'être informé des décisions dès le début et de réagir immédiatement et en connaissance de cause. Pour le nucléaire, ce serait primordial. Vous le savez, nous ne sommes pas contre l'énergie nucléaire en soi. Mais nous voulons un régime plus équilibré.

- **Toujours le bâtard « un petit peu de nucléaire » ?**

- C'est plus radical. Le PS a estimé, lorsqu'il n'existait encore que quatre centrales nucléaires, qu'il fallait les utiliser comme expérimentation grandeur nature des conséquences du choix nucléaire, et ne pas en construire d'autres. Nous avons demandé à nos militants et élus de s'opposer à toute demande d'enquête et toute construction nouvelle. Le nucléaire n'est pas assez au point pour l'industrialiser.

- **Vous admettez le danger ?**

- Absolument. Cet été, la centrale de St-Laurent des Eaux a dû être arrêtée, faute de débit de la Loire. Le PS s'oppose aussi à Super-Phénix et déplore que

le gouvernement maintienne un programme dangereux, alors que des variantes techniques plus sûres existent, lorsqu'on se donne la peine de chercher. Depuis un an, nous savons qu'il existe d'autres moyens de refroidissement que le refroidissement par eau, qui réduiraient considérablement les problèmes de déchets et de détermination des sites. Eh bien, ces recherches viennent à peine d'être rendues publiques par le ministère de la Qualité de la Vie.

- **Cela dit, en quoi les nationalisations prévues par le programme commun limiteront-elles le danger et empêcheront-elles que les décisions quant au nucléaire soient prises au sommet ?**

- Nous y avons réfléchi au niveau fédéral, pas national. La nationalisation permet le contrôle politique du nucléaire.

- **Et qui contrôle le pouvoir politique ?**

- Effectivement, il faut un contrôle ouvrier permanent, qui ne s'entend que dans un cadre de gestion démocratique des entreprises. En fait, le problème se posera dans tous les secteurs économiques importants.

- **A moins d'envisager une organisation économique telle qu'il n'y ait pas de secteurs incontrôlables, et un développement économique différent.**

- Ce type de développement devra être fonction de besoins exprimés démocratiquement. Actuellement, on ne prend pas en compte les besoins réels des gens, on leur en crée, avec pour seule finalité de fabriquer pour vendre. Il faut donc lutter contre ce gaspillage capitaliste.

- **Diminuer la consommation d'énergie.**

- Ce sera une conséquence de la diminution du gaspillage. Les écologistes veulent a priori diminuer la consommation d'énergie. Le PS pense que cette diminution interviendra à la suite d'arbitrages entre les différentes sources



ces d'énergie et grâce à une nouvelle définition des besoins. Mais il refuse de décider ce que seront les besoins des gens d'ici dix ans. Il faut voir, maintenant, ce qu'ils veulent.

- **Ce qu'ils veulent aujourd'hui est déterminé par un conditionnement tel que cela ne correspond pas forcément à la réalité. A voir à court terme, vous risquez, comme la majorité aujourd'hui, de vous trouver dans dix ans face à un bilan inattendu et désastreux.**

- Le problème est que le PS va se trouver confronté à la réalité du Pouvoir. Ce Pouvoir doit être consolidé, ce qui nécessite une période transitoire où les engagements doivent être limités dans le temps et acceptables. Mais nous ferons des incitations à l'anti-gaspillage, des mesures anti-publicité...

- **...Qui viendront toujours du pouvoir central. Nous voulons, nous, que les gens aient le pouvoir local.**

- Nous prévoyons des comités départementaux et régionaux, comprenant des représentants des associations, des syndicats et des élus locaux, qui auront accès en même temps que l'Administration à tous les dossiers, et pourront faire appel à des spécialistes.

- **Quels pouvoirs de décision auront ces comités ?**

- Ils auront un pouvoir de consultation et d'information, la décision restant aux élus. Le pouvoir politique ne peut appartenir qu'à celui qui a été élu.

- **Vous êtes très attachés à la délégation de pouvoir. Au détriment de l'autogestion, dont il est vrai François Mitterrand ne parle plus guère.**

- L'autogestion... avez-vous imaginé ce que cela signifie concrètement ? Nous, si. Elle suppose un cadre économique précis : que la population soit propriétaire des moyens de production. Les entreprises nationalisées pourront être le cadre d'expériences autogestionnaires. Au niveau communal, cela n'a guère de sens, puisque pour des raisons matérielles, il faut exclure la démocratie directe.

- **Celle-ci peut s'exprimer à travers associations et comités.**

- Les associations prennent déjà en charge les problèmes des gens, dialoguent et travaillent avec les élus. Mais leur donner un pouvoir de décision implique qu'elles soient réellement représentatives de la volonté de la majorité. Or, 70 ans d'histoire associative en France montre que nombre d'associations sont des structures vides qui servent l'ambition de quelques-uns. Nous souhaitons que les associations nouvelles, écologiques notamment, soient différentes. Mais nous n'en sommes pas sûrs. Les associations ont tendance à engendrer des notables.

- **Les partis aussi.**

- Exact. Mais un élu qui se notabilise est rejeté au scrutin suivant. Par ailleurs, le règlement intérieur du PS prévoit de strictes normes pour obliger un élu à se démettre s'il n'est plus représentatif.

- **Pour en revenir à l'écologie, que ferait le PS une fois au Pouvoir ? Aujourd'hui, tous les partis se réclament d'écologie et ont un secteur environnement.**

- Tant mieux, si cela fait avancer les choses.



- C'est un moyen de se donner bonne conscience. On a un secteur environnement comme on a un secteur femmes. Ça se vend bien.

- C'était vrai jusqu'en 1975 au PS. Depuis, les militants reçoivent tous une formation écologique, et les candidats aux municipales l'intègrent dans leur programme sans en faire un secteur à part. Au sommet, en revanche, l'écologie est très bien prise en compte au niveau du discours, mais les décisions ne suivent pas : les 12 et 13 février, le PS a organisé un colloque sur sa politique industrielle sans consulter un seul responsable du secteur environnement. Le réflexe reste de parcelliser les problèmes dans des schémas quasi-capitalistes, sans penser qu'une véritable politique écologique doit se manifester dans toute décision, quel que soit le ministère concerné.

- Difficile donc de faire confiance aux partis, ce qui explique la naissance des candidats « verts ».

- Psychologiquement, la démarche se comprend. Les écologistes en ont assez de parler dans le désert et veulent prendre en mains leurs problèmes. Malheureusement, il y a une opposition entre l'urgence des décisions à prendre et leur position minoritaire. Il est évident que soit la majorité, soit l'opposition auront le Pouvoir en 1978. Pas les écologistes. Ceux-ci, qui auront été les arbitres du résultat par les pourcentages qu'ils représentent, seront alors rejetés.

- On leur fait plutôt des appels du pied.

- Pour l'instant, ils sont courtisés. Mais après le scrutin, ceux à qui ils auront fait perdre le Pouvoir leur en voudront, et les autres ne leur en seront pas reconnaissants pour autant.

- C'est vrai s'ils se désistent au deuxième tour en faveur d'un bloc. Mais s'ils refusent le désistement ?

- Ils apparaîtront, aux yeux de l'opinion publique cette fois, comme des politiciens et nuiront à la cause de l'écologie. Plus la conscience politique progresse, ce qui est le cas actuellement, moins l'apolitisme est considéré comme une vertu.

- Refuser le désistement peut être une position politique.

- Non. C'en était une il y a cinq ans. Aujourd'hui, la politisation est trop forte : d'un côté, vous avez 80 % de salariés, formant la majorité exploitée. De l'autre, la minorité bourgeoise dominante, qui resserre ses rangs. Vous ne pouvez pas ne pas choisir.

- Militer pour l'écologie ne signifie pas nier la lutte des classes.

- Certes, mais ceux qui croient militer à la fois pour l'écologie et pour la lutte des classes au sein d'un mouvement dont le recrutement est aussi diversifié que celui de Paris-Ecologie se trompent. Les écologistes ont conscience de leur pouvoir, mais je pense qu'ils ont tort de vouloir réussir indifféremment avec la droite ou la gauche. Dès lors qu'on rentre dans le jeu électoral, il faut choisir. Ou sinon, rester dans un rôle d'associations contestataires hors système.

- Ce que vous souhaitez ?

- La puissance des associations tient à leur pouvoir de contestation. En participant au jeu électoral, elles rentrent dans le cadre de la délégation de Pouvoir, perdent leur puissance contestataire, sans pour autant gagner une crédibilité politique.

- A moins qu'elles ne forment, sinon un parti, du moins un mouvement écologique politique.

- Si l'écologie est un mouvement politique, permettez-moi de vous dire qu'il a une vision étroite des choses. D'ailleurs, tant que les écologistes penseront qu'on peut agir indifféremment dans une société capitaliste ou socialiste, ils ne seront pas politiques. Un parti ne se développe que s'il représente les intérêts d'une majorité, aujourd'hui la majorité exploitée. Il est essentiel de tenir compte de la lutte des classes pour avoir une assise populaire.

- Pensez-vous que la majorité exploitée a une telle conscience politique ?

- C'est évident. Avez-vous remarqué combien les luttes syndicales sont

- Oui. Le PC en outre ne renonce pas au rôle dominant de la classe ouvrière, ce qui lui aliène une part des cadres et des travailleurs du tertiaire, tandis que le PS parle du front de classe, groupé contre la bourgeoisie dominante. Ceci explique que les gens choisissent entre PC ou PS, mais ne remet pas en cause le programme commun.

- Que vous envisagez d'appliquer avec Valéry Giscard d'Estaing.

- Si VGE veut rester, nous ne pouvons pas, constitutionnellement, l'en empêcher. Mais il ne tiendra pas longtemps avec la gauche au pouvoir. Cela vous fait rire qu'il l'envisage possible.

- Cela nous fait moins rire que vous appliquiez tel quel un programme qui n'est vraiment pas écologique.

- Effectivement, le PCG, qui date de 1972, n'a pas pris en compte les problèmes écologiques.

- Vous pouvez le réviser.

- Surtout pas, ce serait la porte ouverte à toutes les retouches amoindrissantes. Mais les réformes de structures, la levée du secret administratif et la

## POUR LES COMMUNES ECOLOGIQUES

A l'occasion des élections municipales, les Amis de la Terre de Lille ont réalisé un dossier qui fait le point de leur réflexion sur la commune. Au sommaire :

1. Qu'est-ce que l'écologie ?
2. Ecologie et politique, ou pourquoi une intervention des groupes écologiques lors de ces élections.
3. La commune telle qu'elle est : le fonctionnement actuel des communes.
4. La commune telle que nous la voulons.
  - la commune utopique : de la commune administrative au voisinage utopique.
  - action en direction du pouvoir central (ce qui, dans le cadre de la législa-

tion actuelle, est possible pour désenclaver la situation de la commune).

- ce qui est possible dès maintenant : structures de participation, revendications minimales dans les domaines clés de la vie sociale et économique.

- les contre-pouvoirs dans la ville.

5. Le Nord : bref exposé de la situation de cette région.

En annexe :

- propositions de St Omer,
- les facteurs limitants à l'urbanisation et à l'industrialisation,
- le code électoral.

92 pages, 6 F (5 F pour les commandes d'au moins 30 exemplaires). A commander aux Amis de la Terre, 51, rue de Gand, 59000 Lille. Payable à la commande : CCP Lille 961.24 C.

dures à mener en ce moment ? Pourquoi ? Parce que les gens ne croient plus à la lutte purement syndicale. Ils veulent, ils ne croient qu'en un changement politique.

- Qui passerait, pour tous les exploités, par le programme commun ?

- Je le pense. Tous les partis de gauche qui ne se réclament pas du programme commun se ramassent : voir le PSU et les radicaux de gauche. Les gens ne votent plus à gauche contre la droite, mais pour le programme commun.

- Si c'était vrai, les gens voteraient indifféremment pour le PS ou le PC. Or ce n'est pas le cas.

- Parce que le PC a une lourde histoire.

- Le PS aussi !

démocratie populaire permettront qu'au niveau des décisions le problème écologique soit toujours présent.

- C'est très vague.

- Je vous l'accorde, le PCG n'a et n'aura pas de contenu écologique précis. Il propose une démocratie nouvelle. A vous, à nous de l'infléchir dans le sens de nos aspirations. »

propos recueillis par  
Françoise Danam

## DOCUMENTATION MUNICIPALE

● Le « Mouvement écologique » publie un numéro spécial de sa revue « Action écologique » sur les élections municipales. Il est destiné à expliquer l'action des candidats du M.E., qui proposent un ensemble de propositions concrètes de gestion communale. « Ces élections constituent une tribune pour la propagation de nos idées, mais aussi la possible application de celles-ci. » Après un exposé des grands axes de lutte et des moyens d'arriver aux objectifs, ce numéro regroupe les textes de base du « Mouvement écologique » : esquisse de programme, auto-gestion et non violence, stratégie et pouvoir. Il se termine par une série de « fiches de synthèse », de qualité assez inégale, réalisées par Ecologie et Survie : économie, écologie et emploi, énergie, agriculture, transports, problèmes urbains, démographie, démocratie et violence.



Ce numéro hors série est en vente dans les kiosques à Paris ainsi que dans les principales villes où le « Mouvement écologique » présente des candidats. Prix : 9 F. Cité Fleurie, atelier 20. 65, bd Arago, 75013 Paris. Tel : 331 22 74.

● « La vie municipale » est le sujet du dernier numéro (janvier 1977) de la revue « Après-Demain », journal mensuel de documentation politique, proche du Parti Socialiste. Sa perspective est celle d'une meilleure gestion par les élus, d'une réduction de la pression de l'appareil d'Etat sur les communes. Mais il n'est nulle part question de la mise en pratique de nouvelles structures de décision, de la prise en main de la commune par l'ensemble de ses habitants. Le PS est pour la « gestion sociale », pas pour l'autogestion communale. Ne pas confondre.

Cette brochure est cependant une bonne source d'informations sur tous les aspects de la vie municipale : fiscalité, emploi, urbanisme, regroupements de communes. A noter en particulier un article de Michel Crépeau, le dynamique maire radical de gauche de La Rochelle, sur la commune et l'environnement.

« Après-Demain » n'est pas vendu dans les kiosques. Le numéro : 10 F. 27, rue Jean Dolent, 75014 Paris. CCP 7715 57.



## PAS DE CATALOGUE

Qu'on s'y présente ou non, les élections municipales peuvent être pour chacun l'occasion de témoigner et de dialoguer. C'est le moment où jamais de rassembler nos intuitions, de recenser un certain nombre de nos erreurs favorites.

**M**AIS d'abord, qu'est-ce que vous avez à dire, vous autres ? Qu'est-ce que vous avez inventé de neuf ? Inutile de vous décrire le monsieur qui vous attaque sur ce ton : il est allergique aux carottes. N'allez surtout pas tomber dans le piège et lui faire le catalogue de vos revendications ! Cachez-vous plutôt sous une feuille de persil. Car il a raison, ce brave homme : vous n'avez rien à dire. C'est le bon sens qui parle pour vous. Et les gens ne sont pas fous, n'est-ce pas ? On ne pourra pas toujours leur cacher la facture. Parce qu'ils paient. Cher. La pollution, par exemple, ils la paient trois fois : dans leur viande malade, dans leur environnement pourri (parlez du linge qu'on ne peut plus mettre à sécher à la fenêtre plutôt que du décor), et dans l'aide de l'Etat aux installations d'épuration. Et s'il n'y avait que nous pour payer ! Mais nos

### LA BALEINE DE PARIS

« La Gueule Ouverte » a depuis samedi un concurrent écologique dans les kiosques à journaux de la capitale : le Courrier de la Baleine spécial Paris-Ecologie. C'est sans conteste le plus joli journal électoral qu'il nous a été donné de voir depuis le début de la campagne municipale.

La Baleine de Paris ouvre ses colonnes à des tas de gens intelligents qui racontent des choses passionnantes : Jean-François Bizot sur l'urbanisme en morceaux, Serge Moscovici sur les villettes (ne pas confondre avec La Villette), René Dumont sur l'agriculture. Brice Lalonde dénonce « Paris, otage des politiciens », Jean-Claude Delarue précise la position des associations de défense de l'environnement qui participent à la campagne de Paris-Ecologie.

On y lit aussi le contre-plan de circulation dans Paris proposé par les écologistes, tous les tuyaux pour démarrer une coopérative de bouffe, et les dernières nouvelles de la campagne. La Baleine. 4 F dans les kiosques. 117, avenue de Choisy, 75013 Paris.

enfants, Monsieur, quelle planète est-ce que nous allons leur laisser ? Quelle santé (1) ?

Oui, mais tout ça c'est des mots. Qu'est-ce que vous avez fait jusqu'à présent, les écologistes ? C'est pas constructif, ce que vous racontez... **N.B.** : pour « constructif », on peut toujours répliquer qu'un bulldozer c'est effectivement très « constructif » et que les tours et les autoroutes il faudrait se demander ce que ça nous « construit » comme vie. Mais en général gardez-vous d'ironiser. Car c'est vrai, les écologistes n'ont pas fait grand' chose jusqu'à présent. Mais aussi, il y avait tant à faire ! Et si on s'était rencontré plus tôt, cher Monsieur, nous en aurions fait bien davantage ! Car nous avons tout de même quelques bricoles à notre actif... Là non plus, pas de catalogue ! Un exemple bien senti, sinon sentimental, un récit bien personnel, comme si vous y étiez encore. A défaut, étudiez une question à fond et tâchez de ne pas déborder. Vous avez d'ailleurs tout intérêt à ne pas grossir nos actions. Insistez au contraire sur le fait que ce n'est rien, qu'un début, et qu'il y en a plein de semblables, divers, diffus, qui échappent à toute prévision, tout recensement, à tout contrôle. Ne mentez pas : nos actions sont du genre fourmi, pas du genre dinosaure. Elles n'attendent surtout jamais d'être décidées au sommet. Et voilà qu'un beau jour des citoyens tout à fait modestes, comme vous, qui croyaient ferme à tout ce que la T.V. leur disait, ils se lancent. Pour votre part, vous n'en êtes pas encore revenu...

Ce sera peut-être le moment de placer votre tirade favorite : la diversité des voies qui mènent à l'écologie politique. Pour certains, ce furent les bébés-phoques. Pour d'autres des trucs très proches comme un parc automobile ou un abattage d'arbres. Pour beaucoup ce sont des projets fous comme Super-Phénix ou le Larzac. Il y a les rencontres, les amitiés, le milieu, des gens pas excités comme dans les sectes politiques. Le scénario est pratiquement toujours le même : une surprise que l'Administration vous avait bien cachée, un bonhomme que court chez ses voisins leur demander s'il ne rêve pas, le comité qui se forme, s'informe, exigera des comptes, prouve aux

irresponsables qu'ils peuvent devenir responsables et aux « responsables » qu'ils sont irresponsables. Et voilà les politiciens débordés sur un terrain que le missel du parti n'avait pas prévu... C'est le scénario du contrôle démocratique, qui met en cause le système de l'abus de pouvoir. Car la vie politique, ça ne s'arrête pas aux périodes électorales, n'est-ce pas ? Nos chers élus, il faut leur faire sentir qu'on est là, non ? En attendant de trouver une façon plus intelligente de décider de la vie qu'on veut...

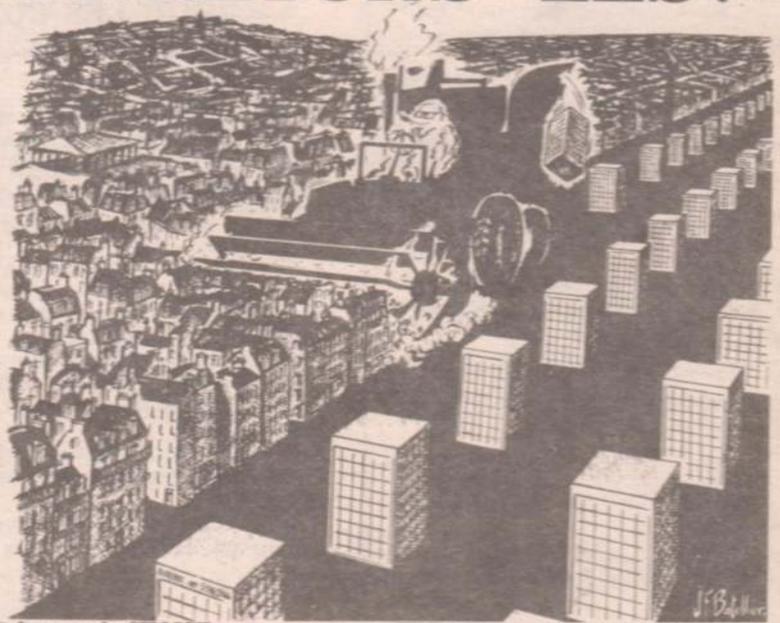
### une longue patience

Quel que soit le sujet où on essaie de vous attirer, indiquez bien chaque fois qu'il n'est pas toute l'écologie. Vous acceptez d'en discuter, mais il faudrait aussi discuter des autres. Après quoi, n'hésitez jamais à faire état de vos doutes personnels et de certaines exagérations. La franchise d'abord, la vérité toujours. Les gens du tout-éolien vous aideront ainsi à déboulonner ceux du tout-nucléaire. A mieux faire passer votre méfiance pour les solutions technocratiques à caractère totalitaire. La politique de la planche à dessin, c'est terminé.

J'entends souvent dire : « Nous ne savons pas parler ». On peut répondre à la va-vite que ça s'apprend en parlant. Mais l'art de « parler », c'est peut-être avant tout celui de laisser parler les autres. Ils ne sont pas toujours aussi agressifs que le brave homme qui vous a attrapé tout à l'heure par le revers du veston, mais même celui-là, c'est en le faisant parler que vous lui parlerez. Qu'il vide donc son sac, qu'il les dise, ses espérances, qu'il aille jusqu'au bout de son Progrès et de sa confiance dans les chefs de l'heure. Ensuite, soyez charitable quand le sac s'avèrera vide, ou sac de nœuds. Il vaudrait mieux écouter que frustrer. C'est aux autres de découvrir. Cela exige une longue patience... Ne soyez jamais gagnant. Qu'est-ce que vous craignez ? Le schéma qui nous est opposé est si simple ! Il se résume en deux temps : oui, nous savons qu'il y a des bavures, que les choses ne tournent pas rond, que nous avons hérité d'un lourd passé, etc., mais le progrès va y remédier. Le Progrès, c'est à dire les spécialistes, les savants, aidés par une organisation, un Etat, qui enfin... C'est le schéma du tunnel, ou du puits, comme vous voudrez, avec débouché sur la Lumière et tout et tout.

## ARRETONS - LES !

P  
A  
R  
I  
S



117 Avenue de CHOISY PARIS 13<sup>e</sup> Tél. 707 41 10

E  
C  
O  
L  
O  
G  
I  
E

Vous ne faites pas plus confiance aux spécialistes des alternatives « écologiques » qu'aux spécialistes aux bottes du pouvoir.

Le premier article de notre politique, c'est d'empêcher les choses de se généraliser. L'écologie, c'est le pluriel : celui des techniques aussi bien que celui des modes de vie. C'est une société où on ne dira plus « Si tout le monde en faisait autant... », ce qui sous-entend que tout le monde doit obéir à un modèle unique. Notre but : n'avoir plus à choisir entre l'armée et le couvent, comme c'est le cas aujourd'hui, ou nous sommes fouettés tantôt vers la consommation de masse, tantôt vers les privations de masse...

Assimilable aussi bien par le Monsieur d'extrême droite que par le camarade de Gauche. Réfutez-le simplement, calmement. Faites raconter par votre interlocuteur lui-même l'histoire d'un usage : les automobiles, les pesticides, le matériel électro-ménager. Car on a fait des progrès terribles, n'est-ce pas ? Mais il faut sans cesse les entretenir par de nouveaux progrès, ou des « progrès » qui corrigent les anciens. Harassante, la marche au progrès. La prévention des risques bouffe de plus en plus de temps, tout devient artificiel, il n'y a plus de repos. Tout ce qu'on

(1) Là, je ne sais jamais s'il faut sortir un mouchoir en papier ou en coton. Je produis donc mon rite sardonique n° 15 bis.

gagne, c'est de plus en plus de fragilité, de plus en plus d'irresponsabilité, en attendant le grand craquement qui emportera tout. Au bout de votre tunnel, la lumière est noire. Vous avez la pensée masochiste, et ce n'est pas perdu pour tout le monde. Si on renonçait aux lendemains qui grincent les mêmes airs qu'aujourd'hui ?

### ne pas se prendre au sérieux

Comme votre interlocuteur vous demandera alors immanquablement ce que vous mettez à la place, n'allez pas, encore une fois, tomber dans le catalogue. Pensez avant tout à miner le tunnel... Votre boulot, c'est de montrer que toutes les pensées en tunnel sont menteuses : qu'elles nous mettent à la merci de MM. les Guides ou nous encouragent à devenir nous-mêmes des guides, donc à prendre les autres pour des imbéciles. C'est la pensée tunnel qui fait les « masses ». C'est elle également qui fait les bulldozers : car du tunnel il faut en sortir

le plus vite possible. La pensée en tunnel est essentiellement laborieuse : effort, mérite et gloire, et tout profit pour ceux qui salarient ou décorent les Braves. La pensée en tunnel est forcément ravageuse : le Progrès a besoin de toujours plus de travail, de matériaux et d'énergie. Ce qui nous ramène à la facture de tout à l'heure, sans oublier cette fois que la nature paie la note encore plus cher que nous. Bref, la pensée en tunnel, « les lendemains qui chantent », ça clame d'abord votre sacrifice. Cela, votre interlocuteur le sait. A vous de lui faire accoucher ses problèmes, une fois passés les moments de gloriole (moi qui ai élevé trois enfants en me levant tous les matins à cinq heures). Ne soyez pas comme ces mécaniques de la classe politique qui parlent au-dessus de la tête des gens. L'écologie, c'est le toi et moi possible avec le premier venu. Pas demain : c'est la pensée en tunnel, ça - maintenant. Si vous n'en êtes pas capable, laissez tomber.

Ce qu'il vous faut « mettre à la place », ce n'est pas un système nou-

veau, gagé sur des actions originales. C'est un nouveau type de relation aux autres, aux choses. C'est de la sympathie. Le militant de base au mépris entre les dents n'a rien à faire chez nous. Les « autres », ceux qui marinent dans le jus télévisé, la belle bagnole et le rêve d'une datcha, c'est vous hier, et peut-être même encore. Ils ne sont pas plus stupides que vous et vous dépasserez peut-être demain en radicalité. Inutile de leur faire violence. C'est pourquoi le plus dangereux, dans nos rencontres, n'est pas tant le manque d'arguments que le grand vrac de raisons destinées à mettre les gens au pas. Le plus grave, c'est de manquer de sympathie. Quand on en a, on pense paliers. Souvenez-vous de tous ceux qu'il vous a fallu pour arriver où vous en êtes et ce n'est pas fini ! Et le premier de tous les paliers, souvent, c'a été quelqu'un de gentil, qui ne se prenait pas au sérieux, n'exigeait pas votre conversion, votre inscription ni votre fidélité.

Lambert



des années durant la commission environnement. Monique Cazeaux s'était alors déclarée « profondément déçue par l'évolution actuelle du PS et par le peu d'intérêt qu'il manifeste pour les problèmes de l'environnement ». Avec Brice Lalonde des Amis de la Terre, Christian Huglo, l'avocat des boues rouges, et quelques autres, elle avait participé au lancement du Comité provisoire de liaison pour une politique écologique (voir G.O. n° 137, p. 16-17). Le but de cet éphémère comité était d'encourager et de susciter des candidatures écologiques sur la base de la fameuse charte de Saint-Omer, d'esprit largement autogestionnaire (voir G.O. n° 136, p. 2 à 4).

Et maintenant Monique Cazeaux se retrouve candidate ornaniste dans le 14<sup>e</sup> arrondissement. Elle a rédigé le programme détaillé de d'Ornano « un environnement pour Paris ». En compagnie de Philippe Saint-Marc, elle a animé la conférence de presse du ministre de l'industrie. « Je ne suis pas un traître », proteste-t-elle. « Si on a une chance de faire un peu avancer les choses, cela vaut la peine ». A bien y réfléchir, ce ralliement n'est qu'une demi-surprise. Monique Cazeaux avait de longue date entamé son flirt avec la majorité. Peu avant sa démission, elle avait été exclue de la commission environnement du PS pour avoir participé à une réunion de l'ambigu club Dialogue socialiste, « qui regroupe socialistes de l'opposition et de la majorité qui cherchent à éviter la coupure de la France en deux ». Claude Estier du PS avait accusé : « Mme Cazeaux s'est laissée attirer par des sirènes quelque peu enrôlées, en l'occurrence une poignée d'hommes qui ont trahi le Parti socialiste pour devenir les serviteurs zélés de la majorité ».

Tout en se récriant contre l'affreux Chirac, ce maniaque du béton et de la bagnole, les nouveaux amis de Monique Cazeaux se désisteront au second tour pour les candidats RPR si ceux-ci sont mieux placés pour battre l'opposition. Verts sans doute, gens de droite certainement.

Face à la récupération et à la surenchère démagogique verte, les écologistes (de Paris-Ecologie et d'ailleurs) doivent plus que jamais affirmer la spécificité de leur projet de société, dire non aux magouilles politiques et aux alliances douteuses. Ils ne sauraient non plus oublier ceci : la droite, même ravalée de vert, a fait de Paris et de la France ce qu'ils sont, elle est son ennemi principal.

L'impact électoral croissant des listes écologiques (9% à Paris selon le dernier sondage), la popularité grandissante des thèses qu'elles défendent, même chez ceux qui ne votent pas et ne veulent pas voter, démontrent une chose : les gens ne sont pas si aveugles. Ils font parfaitement le tri entre les faux verts et les vrais. La balle est dans le camp des écologistes.

Laurent Samuel

## LE PARIS VERT DE D'ORNANO

Michel d'Ornano, candidat vert giscardien à la mairie de Paris, a précisé mercredi dernier au bois de Vincennes son catalogue électoral pour l'environnement. En les caricaturant et en les vidant de leur dimension subversive, le ministre de l'industrie reprend à son compte une bonne partie des propositions des écologistes. Après celui - prévisible - de Philippe Saint-Marc (voir G.O. n° 138), d'Ornano vient de recevoir le soutien plus inattendu de Monique Cazeaux. En l'espace de deux mois, celle-ci s'est propulsée du Parti socialiste à la majorité présidentielle.

La qualité de l'environnement s'est considérablement dégradée au cours des vingt dernières années à Paris, reconnaît le comte d'Ornano. Pourtant, « cette situation n'a rien d'irréversible ». Avec un sourire engageant, il propose aux électeurs : « Retrouvons ensemble le bonheur de vivre à Paris ». Premier point de son programme « Paris vert » : une charte de la verdure. Le candidat d'Ornano s'engage à « protéger ce qui existe » et à « accroître le patrimoine de verdure accessible aux Parisiens ». Il annonce la création de quatre grands parcs aux Batignolles, à Bercy, sur les terrains Citroën, à la Villette, et la multiplication des jardins et squares de quartier aisément accessibles. Les dizaines d'hectares d'espaces



verts dont disposent à Paris les ministères et l'Assistance publique seront ouverts à la population « au moins pendant les fins de semaine ».

D'Ornano propose ensuite de « retrouver la nature à Paris » : droit au silence, lutte accrue contre la pollution de l'air et des eaux. Il s'emploiera à « rendre Paris propre » en remplaçant les poubelles par des sacs plastique, en poursuivant le ravalement des façades et en luttant contre les crottes de chiens sur les trottoirs.

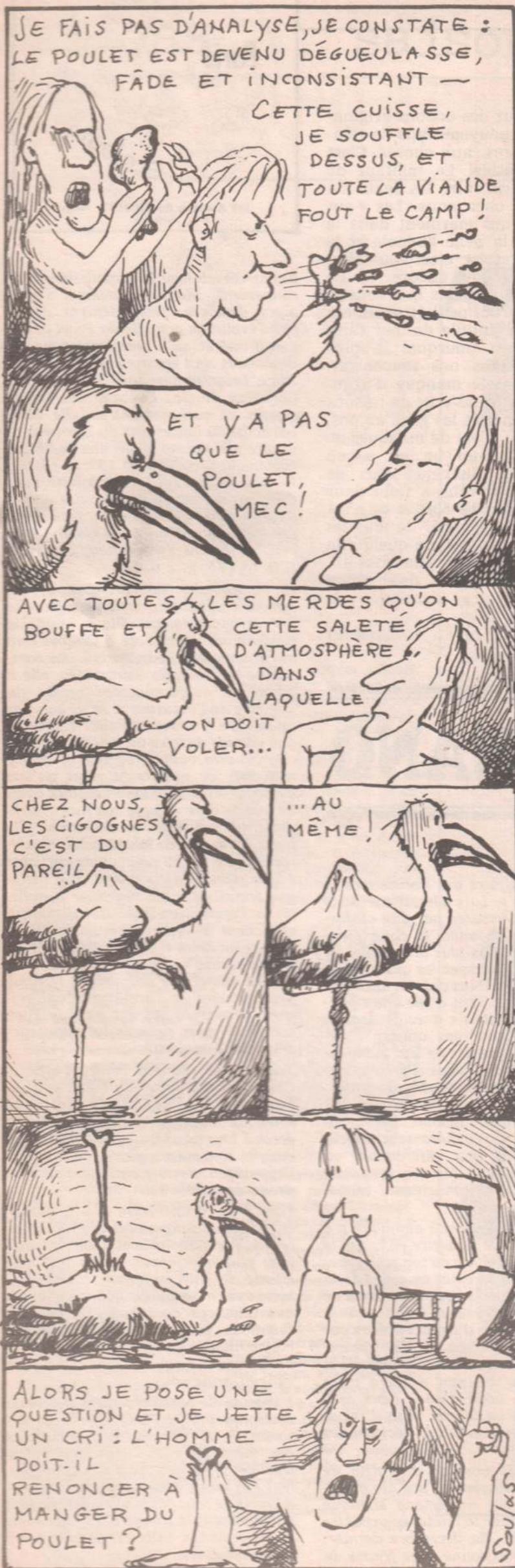
Au lieu d'« adapter Paris à l'automobile » comme le souhaite Chirac, d'Ornano veut « adapter l'auto à Paris ». Il rappelle que « le Parisien est piéton avant d'être automobiliste ». Il propose la création de zones piétonnières, la reconquête des trottoirs, le développement de pistes cyclables, l'abandon des projets d'autoroutes urbaines. Mais le ministre n'a pris aucun engagement précis en ce qui concerne la radiale Vercingétorix qui doit éventrer le 14<sup>e</sup> arrondissement. Il s'est borné à dire que l'affaire doit être « revue » et qu'il va aller se rendre compte sur place.

Michel d'Ornano est allé jusqu'à mettre une pincée d'autogestion - ou, du moins, de démocratie locale - dans sa soupe électorale. Il proclame : « la préservation de l'environnement est

avant tout l'affaire des Parisiennes et des Parisiens ». La « démocratie dans la ville » sera assurée par une « information loyale, honnête et complète », une administration plus accessible, un dialogue constant avec les quartiers et les associations. Dans chacun des vingt arrondissements sera créée une « maison des associations », avec des locaux que celles-ci pourront utiliser librement sans rien perdre de leur indépendance. Les commissions d'arrondissement seront systématiquement consultées sur tous les problèmes d'aménagement et de vie quotidienne. Enfin, « la population sera régulièrement consultée, notamment par référendum ou enquête publique, sur les décisions concernant l'environnement immédiat ».

Le ministre de l'énergie atomique n'a pas l'intention de remettre en cause le programme nucléaire de son gouvernement. Mais il a annoncé au cours de sa conférence de presse que la centrale de Nogent-sur-Seine sera soumise à la procédure d'étude d'impact prévue par la loi de protection de la nature. Comme cette enquête sera « longue » et « précise », la décision ne sera prise que dans un délai d'un à deux ans. C'est toujours ça de pris. Mais d'Ornano ne « peut préjuger de la décision des pouvoirs publics ».

Cette prise de position attentiste de d'Ornano sur Nogent est une des multiples raisons qui ont amené Monique Cazeaux à rallier la tendance verdâtre de la majorité. En décembre dernier, elle avait démissionné avec fracas du Parti socialiste, dont elle avait animé



**écologie et autogestion : autres réflexions**

« De la préservation de l'écosphère à la lutte pour l'autogestion à tous les niveaux de la vie, il y a une digression hors du domaine écologique : quelles données, quels acquits « écologiques » permettent de décréter l'action écologique inséparable d'une lutte pour l'autogestion à tous les niveaux de la vie ? Aucuns ! » (voir G.O. N° 144, p.8).

En écrivant cela, François et ses complices se sont, je crois, un peu trop précipités. Car il me semble voir bien des liens entre écologie et autogestion.

Dans la gamme des sociétés écologiques (« respectueuses de l'écosphère ») concevables, je vais considérer deux cas extrêmes, car c'est là une méthode qui permet de montrer de façon frappante où se trouvent les problèmes. Donc : société centralisée ou société décentralisée ?

1) Une **société écologique centralisée** aurait probablement un gouvernement mondial (la pollution n'a pas de frontières, guerre et armements sont des absurdités écologiques ?...) Des technocrates sages et bienveillants gèreraient rationnellement le monde. Ils se garderaient de la croissance sauvage dénoncée par le Club de Rome et bien d'autres. Ils veilleraient à ce que les ressources soient bien recyclées, à ce que les rejets des activités humaines soient retenus à la source et transformés en ressources. Pour ménager les ressources, cette société vendrait nettement moins de biens que de services : soins, santé, spectacle.

Dans « Survivre et Vivre » (n° 12 et n° 16), Jean Paul Malrieu qualifiait cette société de « fascisme écologique et sanitaire » : « Leur écosystème sera plus spécialisé, plus intégré, plus interdictif encore que notre société. Il sera basé sur l'idée de contrôle, le contrôle toujours plus fin des rapports homme-nature, donc le contrôle toujours plus précis des hommes, au nom de la précarité de la survie. » Oui, dans une telle société, production, consommation, natalité, santé, etc. devraient être contrôlées

semblent aussi s'opposer à une telle société de centralisme écologique. L'un est qu'un écosystème est d'autant plus stable et robuste qu'il est plus complexe : il faut donc **décentraliser** les activités et se méfier des mono-cultures et des mono-industries. Quels que soient nos efforts pour les uniformiser, les écosystèmes sont variés par leurs sols, leurs climats, leur hydrographie, etc. ; leurs modes d'utilisation ne peuvent donc être laissés à des décideurs lointains (même très sérieusement rationnels et « écologiques ») car ils ne peuvent en connaître toutes les particularités ; il faut donc **décentraliser les décisions**. Enfin le recyclage de nos déchets organiques demande qu'ils soient restitués aux écosystèmes dont ils proviennent.

2) Cette critique du centralisme écologique montre déjà bien des avantages d'une **société écologique décentralisée**. Mais on peut aller plus loin.

Lovins nous montre à quel point les systèmes énergétiques « doux », fondés sur des sources d'énergie décentralisées et adaptées aux usages, sont moins chers, moins polluants, moins gaspilleurs que les systèmes « durs » (où une grande partie de l'énergie sert simplement à faire fonctionner le système). Dans « Small is beautiful », Schumacher montre à quel point les économies d'échelle dont la société industrielle est si fière, sont une véritable escroquerie. Illich, de son côté, nous a fait voir qu'au-delà d'un certain seuil de taille, des institutions a priori bienfaisantes deviennent malfaisantes : l'école qui rend bête, l'hôpital qui rend malade, les transports qui éloignent, l'énergie qui appauvrit, la psychiatrie qui rend fou.



d'en haut. Et, n'étant pas sanctionnées par leurs effets directs, les transgressions des lois écologiques devraient être sanctionnées par l'appareil répressif de la société. Sorti de tout écosystème autre que l'écosystème global, l'homme serait comme un animal en cage, comme du bétail en batterie. L'aliénation des hommes dans des systèmes trop vastes et trop complexes, aujourd'hui (mal) compensée par la « société de consommation » des biens, le sera-t-elle mieux dans la société de consommation des services ? On peut en douter.

D'autres facteurs, plus directement « écologiques »,



**ABONNEZ-VOUS!**

52 mos  
180 F

**OFFRE SPECIALE**

Construisez gratuitement cette épatante cabane écologique en entassant tous les numéros selon le schéma ci-contre →



# L'ABOMINABLE

## M. CHOBISE NENESSE (5)

3) La société écologique extrêmement décentralisée



Voyant mal la distinction entre « autogestion » et « décentralisation », je suis donc pour l'autogestion, et je crois que des raisons purement écologiques suffisent à fonder cette conviction. Je n'ignore pas que, quoi qu'on fasse et quoi qu'on puisse souhaiter, il est des problèmes qu'il n'est pas possible de régler sur le plan local ; il faudra donc des organes de concertation au plan régional, national, continental et mondial. Mais je souhaite qu'ils se limitent aux cas où ils sont absolument nécessaires, et que toute décision soit prise au niveau le plus bas où elle peut être prise.

Pierre Samuel

4) La société écologique extrêmement centralisée.



QUE FAIT LA POLICE ???

Non, lieu dans l'affaire du vol des documents du clan ORSEC-RAO, à Grenoble ! la police n'a pas retrouvé les Arsène Lupin nucléaires. Les deux qui elle n'a identifiés Radio-Active qui émet à Grenoble, sur 101 MHz en M.F. La police était-elle anti-nucléaire ?

Résumé :

Albert, auteur compositeur interprète de grande qualité, dans le sens camembert plein d'asticots bien qu'étant pasteurisé, participe à un jeu télévisé qui lui permettra, s'il en ressort victorieux, de recevoir des mains même du grand tisonnier, le mérite du chanteur pourri jusqu'à la moelle. Maurice, son ex-

copain, ayant choisi la voie difficile, après s'être échappé de l'hôpital où les ACI dits non talentueux sont mis en bocaux, est pris à partie par un chauffeur de taxi partisan de la peine de mort.

Il n'a plus qu'une idée en tête : lui échapper ainsi qu'à la cohorte des lyncheurs associés.

**A**LBERT avança sur le plateau en tortillant du popotin, façon « yougui, yougui », afin de séduire ce cher public emmasquagé de dévouement réglementaire qui, comme tout le monde le sait, dans ce cas précis, et par la force des choses, ne se trompe presque jamais.

Sa première chanson vantait les médaillés des jeux olympiques, expliquant que l'intérêt dans la vie c'était d'être le premier, toujours le premier, afin de prouver qu'on était le plus salopard et de décrocher du coup un poste de directeur commercial qui vous permettrait de promotionner des premiers, toujours des premiers, encore des premiers, et de faire foutre les doigts des derniers dans la presse franco-russe, la guillotine étant réservée aux fous et aux intellectuels qui ne jouent pas au tiercé et se réveillent en disant des gros mots, lorsqu'ils ont rêvé des séries américaines de la télévision.

Il y avait bien quelques grévistes dans la salle qui étaient venus pour expliquer la situation à l'entr'acte, mais on leur avait oblitéré la langue au contrôle avec une pince de forgeron, et Albert n'eut même pas à soupçonner leur présence.

Il enchaîna sur une chanson pleine de phalocratie encrassée, parlant de cocus, de bordel et de petits taureaux qui baisent et qui cognent que Nénesse lui avait fait mettre à son répertoire, car le grand tisonnier dégueulait de joie lorsqu'il avait des preuves de la vulgarité de son cher peuple en qui il plaçait toutes ses espérances.

Nénesse voulait faire de lui une sorte d'idole anarchiste de droite ; mon copain de « gôche » qui n'a pas toujours le temps et la santé nécessaire pour ne pas aimer la droite en dehors des heures de travail, avait applaudi, dès sa première apparition. A son côté trou du cul fier de son sexe et à sa grande gueule de speaker charmeur des tranches d'horaires de radio populace, au lieu de se le mordre et de prouver par là qu'il était souple à défaut de prouver autre chose.

Le grand tisonnier rota du haut de sa loge, tirant un coup de pistolet sur l'effigie d'un poète qualifié d'authentique, en signe d'approbation. C'était un poète dont tout le monde avait rigolé, pendant un bon siècle à s'en rompre les abdominaux, lorsqu'il symbolisait la vie des gens simples et des petits oiseaux, alors que tout le monde pensait que cette vision était dépassée. Même la DST s'était vue dans l'obligation de tenir



compte des gens simples et des petits « z'oiseaux », car les petits oiseaux malgré leur cuicui agaçant bouffent des gros insectes qui rendraient impossible la vie à poil dans les camps de vacances nudistes, fréquentés par des intégristes de toutes opinions politiques, passant le restant de l'année à filer des claques à leurs progénitures lorsqu'elles se touchent le zizi en dehors des heures de sexualité obligatoire.

Les grands salopards commençaient à dire « bonjour M'sieu l'poète » au lieu de le dénoncer à la police, comme d'habitude, car ils avaient appris que, sans lui et ses petits conseils, la vie même des grands salopards deviendrait impossible sur cette terre déjà bétonnée à quatre vingt dix pour cent.

**M**AURICE déposa sa maman dans une petite cabane au milieu d'une forêt de croix afin qu'elle s'y repose. Elle souriait, les bras croisés sur sa poitrine. Il était content de la voir sourire encore, mais un peu chagriné qu'elle ne réponde pas à ce qu'il lui demandait. Il l'embrassa sur le front et se promit de revenir accompagné d'un spécialiste des oreilles, car de toute apparence sa pauvre maman n'entendait plus guère. Après quoi il échangea à un travailleur émigré, accidenté du travail, le fauteuil à roulettes contre sa mobylette et, satisfait de cette transaction, prit l'autoroute la moins chère afin de rejoindre un rêve sans méchanceté.

Le succès d'Albert était immense. L'énigmatteur coupant les applaudissements effrénés lui demanda ce qu'il pensait d'un spécimen d'ACI, qu'on lui amena pieds et

mains liés, qui refusait de se convertir aux sales idées en vogue, dont les yeux avaient été arrachés, car le grand tisonnier l'avait surpris à regarder la vie avec tendresse.

Albert réfléchit longuement et tournant six fois sa langue dans sa bouche, afin de ne pas dire de choses intelligentes, lança avec conviction : « ce n'est qu'un petit ACI comme y'en a des tas ». Il avait gagné la seconde manche. Tandis que l'ACI s'était remis en bocal, à coup de ricanements et de talons, la troisième manche fut annoncée.

Il pouvait, s'il la remportait, recevoir, de la main même du grand tisonnier, le mérite du chanteur « ignoble jusqu'à la moelle » qui lui donnerait une retraite supérieure à celle d'un énigmatteur titulaire.

L'énigmatteur d'un geste de la main réclama le silence et posa sa troisième question :

-Que proposeriez-vous d'efficace si l'on vous confiait la charge d'exterminer proprement la vermine ACI, non talentueuse, qui encombre nos MJC quand ce n'est pas nos hôpitaux ?

St-Exécuteur, pensa Albert, patron des salopards, inspire un de tes plus dévoués serviteurs. Il avait à peine émis ce vœu que ses lèvres exprimèrent exactement ce que les grands salopards attendaient de lui avant de l'élever au rang des salops intéressés :

-Je les ignorerais.

La foule éclata en applaudissements si bien qu'ils ne pouvaient pas faire le geste obscène du salut fasciste, facultatif, depuis que deux mille manchots avaient été exécutés pour ne l'avoir pas fait, provoquant une plainte virulente de la part des directeurs de collèges de saluts de toutes tendances.

Maurice roulait à vive allure vers son putain de merde de destin, à en faire baver une cartomancienne des plus coriaces, sans en souffrir trop toutefois dans sa chair car il avait appris à ne pas être très gâté et du coup, s'émerveillait même pour des choses très banales et dont la presse ne faisait plus qu'un gros titre tous les jours, comme par exemple « une citrouille changée en car de CRS... »

Au détour d'un chemin il lui sembla entendre une douce voix de jeune fille qui prononçait inlassablement « Monmaurice, Monmaurice ». Il crut d'abord que c'était un guide chargé de faire visiter la région, jonchée de pizzérias spécialisées en choucroute-bretonne, puis tout de même très intrigué freina avec les pieds, car le gars qui lui avait échangé l'engin avait oublié de lui dire où se trouvait le moyen de s'arrêter.

Il vérifia sur ses papiers d'identité s'il s'appelait « Maurice » ou « Monmaurice » et bien que persuadé qu'il ne s'agissait pas de lui, entreprit de fouiller tous les buissons.

-Holé, holé, coucou, qui êtes-vous, où êtes-vous, moi je suis Maurice.

Ses questions ne trouvant aucune réponse, il s'appretait à reprendre la route quand il trébucha sur une superbe enfant qui avait les pieds pris dans un show business, aux dents si nombreuses, qu'il aurait pu tenir prisonnier au moins cinquante millions d'habitants, mais ma grande sœur me dit que j'exagère.

Moizard

# ça va ça vient



## LITTORAL: ON SOLDE AVANT TRAVAUX

**Sur le littoral, les places sont chères. Qui gagnera ? Du milieu naturel ou de l'urbanisme, du tourisme ou de l'industrie, des pêcheurs ou des plaisanciers, des agriculteurs ou des touristes ? Les chances de gagner le combat pour la protection du littoral sont minimes, il faut les saisir. Pour qu'un jour le coucher de soleil l'emporte sur la marina-pieds dans l'eau.**

**L**A semaine dernière, Valéry Giscard d'Estaing visitait la Bretagne de la mer. Juste un an après Chirac, qui avait alors simplement laissé tomber quelques petites mesures d'intendance. Giscard, lui, a causé comme un chef.

« La France a la vocation d'être la grande puissance maritime de l'Europe continentale. » C'était à Roscoff et il a promis aussitôt le financement par l'Etat d'une jetée supplémentaire dans le port. A Saint-Guénolé, ce sont les droits traditionnels des pêcheurs français qu'il a promis de défendre. Le même jour, les pêcheurs de Noirmoutier et de l'île d'Yeu mettaient sac à terre pour protester contre les chalutiers pélagiques, chalutiers russes bien souvent, qui ont la fâcheuse habitude de racler tout le fond de la mer. Là les choses devraient s'arranger avec l'extension des eaux territoriales françaises à deux cents milles... C'est dans cette zone, la plus fructueuse, que les étrangers venaient se servir. Nos marins s'approchaient de même des côtes anglaises et irlandaises. Eux aussi, ont mis des panneaux de pêche gardée jusqu'à deux cents milles de leurs côtes. Va falloir surveiller que tout ça soit bien respecté si on veut avoir quelques chances de continuer à manger du poisson. Indépendamment des histoires de pollution bien sûr.

Qu'a-t-il dit encore, notre Giscard ? Eh bien, figurez-vous que le littoral doit être mis en valeur, protégé et aménagé avec le concours de tous. Des phrases comme ça, ça ne mange pas de pain et ça fait bien

dans le décor. Il aurait dit : « je sonne l'hallali, juste avant la curée sur la Bretagne », ça aurait choqué les âmes sensibles. Mais là, le paysan-pêcheur entend « mis en valeur », l'écologiste « protégé » et le promoteur « aménagé », et tout le monde est content.

Décidément bien inspiré ce jour-là, Giscard a parlé de l'encombrement des centrales nucléaires. « La construction d'une centrale pourrait être accompagnée par exemple d'un programme de sauvegarde des sites naturels les plus sensibles et les plus prestigieux de la région concernée... » E.D.F., maître d'œuvre des centrales sur le littoral, serait priée de financer ce programme. A coup de subventions, voilà un mécénat qui ne va pas lui coûter cher. Mais surtout ce « principe de compensation territoriale » prétend nous faire croire qu'une centrale, ça prend seulement de la place et c'est tout ! « Une centrale nucléaire - un arbre », quoi, et faudrait dire merci en plus !

### France, ton littoral fout le camp

Toutes ces belles paroles, tous ces vœux pieux, ont été prononcés à Vannes, le 8 février dernier, devant le Conservatoire du Littoral.

Qu'est-ce que c'est ? Un organisme présidé par Robert Poujade, l'écologiste bien connu depuis son passage au Ministère de l'Environnement. Il a pour but de racheter le maximum de terres vierges en bordure de mer ou de rivière, et d'empêcher ainsi l'encerclement de la France par un mur de béton.

Avec un budget annuel de seize millions et des dotations de trente millions maximum, vu le prix du m<sup>2</sup> sur nos côtes, on peut espérer les voir protéger dans trois cents ans. Faites les comptes : 500 km de côtes sur deux kilomètres de profondeur, ça fait cent mille hectares. Comme il n'y avait déjà plus d'argent en caisse après dix mois de fonctionnement, Giscard, bon prince, leur a refilé dix millions.

Avec des idées et pas d'argent, en 77, on va pas bien loin. C'est pourquoi Louis Bériot, auteur de « Les pieds dans la mer » (éditions J.C. Lattès, 320 pages, 36 F) a lui aussi fait un geste. Il versera tous les droits d'auteur que ce livre lui rapportera à la Fon-

dation Espace pour Demain qu'il a créée et qui viendra en aide au Conservatoire du Littoral, ce mendiant idéaliste et impuissant.

« Les pieds dans la mer », c'est le livre qu'il est pratique d'avoir chez soi parce qu'il rassemble toute la documentation que vous devriez aller chercher un peu partout autrement. C'est bourré de renseignements, le tour de France des plages, les histoires de pollueurs, de centrales nucléaires et de pétroliers, la mer, ses poissons et ses minerais, tout au fond. Et enfin l'aménagement du littoral défiguré par le tourisme, les promoteurs immobiliers et les municipalités plus soucieuses de rentabilité que de couchers de soleil sublimes.

La chronologie des événements depuis le début des années 70, les associations de défense et les grandes manœuvres juridiques, tout est passé en revue par ce journaliste qui fut avec Michel Péricard, le coproducteur de l'émission « La France défigurée » et qui continue le samedi matin sur France-Inter avec ses « Questions pour un samedi ». (1)

La Bretagne vient au deuxième rang du tourisme, juste après la Côte d'Azur. C'est le littoral le plus convoité de l'hexagone. Chaque année l'urbanisme grignote 20 à 40 km de côtes. On y construit trois fois et demi plus que la moyenne nationale. « Si l'on n'y prenait garde, en moins de vingt ans, la côte française de Dunkerque à Menton, ne serait plus qu'un cordon loti battu par les embruns ». « Ce n'est pas un hasard si la majorité des communes est aux mains des professions directement intéressées à l'immobilier... »

Monsieur d'Ornano, qui a la bonté de proposer un plan vert pour la capitale dont il vise la mairie (voir page 5), est d'abord maire de Deauville. Il ne se vante guère de la marina de Port-Deauville qu'il a laissé construire. A partir du moment où vous posez une brique sur un terrain en bordure de mer, vous êtes sûrs de ne pas bronzer tout seuls. C'est comme un aimant, tout le monde voudra habiter là. Heureusement il y a une justice. La marina résiste mal à la mer et ses habitants auront plutôt les pieds dans la vase que dans l'eau. A Vannes, le maire, Raymond Marcellin, a bel et bien demandé le déclassement de 120 hectares d'espaces verts protégés au bord de la ville.

A quoi sert de créer une Agence des espaces verts supposée acheter chaque année 2 500 hectares de forêts ? A quoi, sinon comme dans le cas du littoral, à laisser faire n'importe quoi sur tout ce qui n'aura pas été acheté !

Les dunes, tiens, comment les préférez-vous ? En lotissement comme à Quiberon, en parkings ou en parcours à moto comme à Saint-Coulomb en Ile et Vilaine, en dépotoir comme sur la presqu'île de Sainte-Marguerite dans le Finistère, ou encore en sablières à bon marché ? Comme celles de Bray-Dunes, livrées pour quelques centimes aux industriels belges dont les côtes étaient mieux protégées par la loi. Aujourd'hui, la mer envahit les rues de Bray-Dunes par gros temps.

### la route du Cap Fréhel

« Il était une fois un cap. Il est aujourd'hui un réseau routier ». Deux ans d'une lutte exemplaire qui montre toute l'ambiguïté de la politique de l'environnement. Si... le directeur du cabinet du ministre de la Qualité de la Vie, M. Badault, n'avait pas été nommé préfet des Côtes du Nord, si le conseiller général centriste, M. Sabouret, n'avait pas eu une petite dette envers l'ancien conseiller général socialiste, M. Hourdin, maire de Fréhel, si... le cap Fréhel, classé pourtant réserve naturelle botanique et biologique, serait encore l'un des plus beaux sites de la Bretagne Nord.

« Et quand je pense que le jour où s'achevait la route, le parlement adoptait le projet du gouvernement créant le conservatoire du littoral ! »

La boucle est bouclée. « Il est grand temps », termine L. Bériot. Grand temps que les protecteurs de la nature l'emportent sur ses destructeurs. J'ajouterais, s'il est encore temps.

Danielle

(1) Un autre livre, plus compact, mais plus ardu et dont L. Bériot s'inspire parfois, c'est la thèse de Jean-Luc Michaud « Manifeste pour le littoral », chez Berger-Levrault, qui coûte 73 F. A mettre en bonne place dans les bibliothèques des associations comme livre de références.

# AVORTEMENT : ÇA REPART POUR UN TOUR

**C'**EST un film de vingt minutes. On n'y voit rien d'autre qu'un accouchement, mais à domicile. Il y a les ingrédients habituels : une dame sérieusement enceinte, un toubib propre. Autour, semés près de la presque-mère, des mouflets, des mecs, des femmes, qui lui massent le ventre, les cuisses, et lui parlent doucement. « Poussez, là, oui... Mais ce n'est pas la peine de crier ». Le médecin a fait sa petite gaffe, tout est en ordre, le bébé peut naître. Ce n'est pas vraiment Leboyer, comme méthode, mais ça y ressemble bien. On pose le nouveau-né sur le ventre de sa mère, qui le masse. Elle caresse cette petite chose gluante, elle a l'air contente. Elle en oublie le rituel « C'est un garçon ou une fille ? », les copains rigolent. C'est une fille, elle s'appellera Leïla. Un moutard gazouille qu'il va falloir penser à la laver. Dans son bain, Leïla baille aux corneilles et tête en l'air.

Ce film, qui est destiné à devenir un long métrage (et un instrument de popularisation) a été réalisé par le MLAC d'Aix-en-Provence. Il montre, le plus éloquemment du monde, que les femmes se démerdent très bien pour accoucher tranquillement sans passer par des cliniques où des toubibs pénibles interdisent aux amis de participer à la naissance, et où on cogne les nouveaux-nés pour les faire respirer. Ce bébé-là n'a pas hurlé, et il n'avait pas l'air mort pour autant.

Le MLAC ? Eh oui, les « avorteuses » se font sage-femmes, on aura tout vu ! Les mêmes femmes qui pratiquent les aspirations s'organisent des accouchements sympathiques et selon leurs goûts. Ce n'est pas contradictoire. Elles veulent s'occuper elles-mêmes de leur corps et de leur vie quotidienne. Avorter, accoucher, mais en comprenant ce qui se passe et comment ça se passe. Pour obtenir ce droit élémentaire, il faut en passer par la bagarre. Le MLAC



s'y emploie : l'avortement « libre », c'était grâce à elles. Seulement la loi Veil, elle a un air bidon qui ne trompe personne. Elle est peu appliquée, et dans quelles conditions ! Tout est fait pour dissuader une femme d'avorter, c'est bâtons dans les roues et compagnie. Total : les filles du MLAC d'Aix, après le vote de la loi, ont décidé de poursuivre leur boulot. Les toubibs continuant à leur envoyer des clientes, elles ont continué à s'en charger.

La mère Veil et les déballonneurs en tous genres pourraient les en remercier. Tu parles. En guise de remerciement, elles ont droit à un procès, et risquent dix ans de prison, pour « exercice illégal de la médecine et pratique d'avortements ». C'est vraiment le délire : elles font le boulot que personne ne veut faire, et on tente de les embastiller.

L'exercice légal de la médecine, c'est refuser l'avortement aux mineures et aux immigrées. L'exercice légal de la médecine, c'est faire payer entre 500 et 700 francs un avortement sous anesthésie, risqué et très désagréable pour la femme, mais tellement plus

pratique pour le médecin ! C'est faire signer à la patiente une décharge qui délivre le corps médical de toute responsabilité pour ce qui est des suites de l'opération : c'est comme ça qu'une nana qui s'était faite « avorter » s'est retrouvée bien enceinte, et a perdu le procès qu'elle intentait aux responsables. L'exercice légal de la médecine, c'est exiger une autorisation parentale pour les mineures. C'est sûr, Bill : je vois très bien les gamines présenter à papa-maman, en même temps que leur carnet de notes, un petit mot expliquant qu'elles ont un fruit dans leurs entrailles et pas envie de le garder... L'exercice légal de la médecine, c'est faire traîner les choses un maximum, des fois qu'on arriverait à dépasser le seuil fatidique des dix semaines au-delà duquel un avortement par aspiration n'est plus possible.

Les femmes en ont marre de se faire traiter comme du bétail, d'être des numéros dans des salles d'attente d'hôpitaux et par-dessus le marché de se faire engueuler ou presque. Elles préfèrent se retrouver entre femmes, se parler. Alors elles vont au MLAC, là

où on pratique l'exercice illégal de la médecine.

Un jour, Chantal, qui avait dix-sept ans, est venue, elle aussi. Mineure, enceinte et soumise à un régime de haute surveillance chez elle, au boulot, partout. Ce qui explique qu'elle ne peut assister aux discussions préliminaires, cette partie tellement importante, où on explique ce qu'est un avortement, comment les choses vont se dérouler. A la fin de l'aspiration, elle panique, et demande qu'on l'emmène à l'hôpital. Ce que font les filles du MLAC, qui savent pourtant que là, c'est l'inculpation à tous les coups. Le papa de Chantal, au lieu de dire merci aux femmes qui viennent de lui éviter la honte et l'opprobre attachés à la situation des pères-tellement-bornés-que-si-leur-fille-était-fille-mère-ils-en-mourraient-sur-pied, le papa donc, porte plainte illico. Six filles sont inculpées : Nicole, Brigitte et Ghislaine répondront de tentative d'avortement, exercice illégal de la médecine et pratique habituelle d'avortements. Marie, Ursula et Annie, de complicité de tentative d'avortement. Elles passeront en procès le 10 mars, et assureront elles-mêmes leur défense.

Une fois de plus, la connerie montre son grand nez. Une fois de plus, il va falloir le lui faire rentrer. Pour la contre-attaque, ce n'est qu'une question d'organisation. Il va falloir se grouper pour descendre à Aix, faire les zouaves dans les rues, le jour du procès - à condition que le maire PS de la ville autorise une manifestation de ce genre à trois jours des municipales... On peut envoyer des sous, pour couvrir les frais occasionnés par le procès (1) et des lettres au président du Tribunal de Grande instance (13100 Aix). Les 8, 9 et 10 mars, ce sont des télégrammes de soutien qui inonderont le Palais de Justice. On peut écrire aux femmes et hommes du MLAC-Aix (2), pour leur demander des pétitions et leur dire qu'on est bien d'accord-bien indignés. On peut enfin projeter le film qu'ils ont réalisé (3).

Pour le reste, hissons le drapeau arc-en-ciel de l'intelligence : contre la bêtise et la légalité réunies, c'est encore ce qui se fait de mieux.

Anne Vergne

(1) Soutien financier : Jeanne Weiss, 128, bd du Montparnasse, 75014 Paris, mention MLAC-Aix.

(2) MLAC-Aix : local du Planning Familial, 39, rue du Puits Neuf, 13100 Aix.

(3) Pour le film, tél. à Anne Poncin, 797.13.00.

## ALERTE AUX DECHETS RADIOACTIFS EN COTE D'OR

● Le mercredi 9 février, vers 14 h, la sirène retentit à plusieurs reprises sur Nuits-Saint-Georges. Un cheminot en gare vient de découvrir une fuite d'un wagon transportant un fût de 200 litres de déchets radioactifs en provenance du centre nucléaire de Valduc et se dirigeant sur la Hague. Des équipes départementales de la protection civile et du CEA de Valduc se rendent hâtivement sur les lieux. La gendarmerie entre temps fait évacuer la zone

autour du wagon isolé, et le train est dirigé sur une voie de garage

En fait, le liquide échappé du wagon n'était que de l'eau de pluie, paraît-il. Celle-ci, à la suite d'un arrêt brutal du convoi, se répandait hors de la bâche - qui coiffait le wagon - où elle s'était accumulée, puis s'écoulait par une fente. Selon la presse régionale, aucune pollution radioactive.

Les convois qui transitent à Valduc n'ont décidément pas de chance. En effet, ce n'est pas la première fois qu'un tel incident se produit autour de Valduc. Déjà le 2 novembre 76, un convoi exceptionnel transportant sur voie ferrée d'énormes containers de

produits radioactifs était stoppé en gare de Blaisy-Bas. La gare précédente avait remarqué une anomalie à un wagon. Il ne s'agissait que d'une tôle déplacée.

## PREMIER MORT A SEVESO ?

● Mme Turchetto Seno, 56 ans, est morte mercredi dernier à Seveso. Tumeur du foie. Comme au Vietnam. Mais rien ne prouve encore que la dioxine soit coupable. Mme Seno est la grand mère de deux fillettes qui ont été défigurées par le chloracné. Depuis juillet dernier, un tiers des enfants de Seveso ont été victimes de troubles de

la peau. Toutes les écoles viennent d'être fermées par décision du maire.

Des analyses, connues des autorités le 23 décembre, mais communiquées à la population le 3 février, 42 jours après, établissent des taux de dioxine 13 à 14 fois supérieurs à la limite tolérable. Des traces de dioxine ont été décelées en dehors de la zone polluée, près de Milan. « Il faut obtenir l'isolement immédiat de la zone contaminée, ainsi qu'un contrôle sanitaire rigide », déclare le maire de Seveso. Les autorités demandent à la population de ne pas manger les légumes du cru. Tout dernièrement, l'armée a été requise pour isoler la zone de Seveso.

## PLAN D'OCCUPATION DU SOL ALSACIEN

A Gerstheim, une occupation. A Wyhl, un procès. A Fessenheim, un jeûne. Rien que pour faire le tour de l'Alsace anti-nucléaire, il faudrait l'inventaire de Prévert. Tous les lieux, tous les villages ont quelque chose à voir avec un moment de la lutte contre l'envahissement du territoire alsacien par les centrales, ou par d'autres projets d'aménagement comme le canal Rhin-Rhône à grand gabarit ou les autoroutes ou l'agrandissement des aéroports. La prétention des aménageurs est de faire de l'Alsace un carrefour européen pour l'industrie lourde. La prétention des Alsaciens est de garder leur sol pour un meilleur usage, agricole notamment. Trente pour cent des cultivateurs dans la population alsacienne, un chiffre offensant pour les technocrates qui rêvent de revenir à des propositions plus décentes, plus conformes à la moyenne nationale.

Las, cette entreprise se heurte à une opposition de tous les instants. On est quasiment en guerre. Pire : en résistance. L'ennemi est partout, invisible, insaisissable, omniprésent, qui multiplie les entraves à la marche pourtant salvatrice du progrès. Quoi de plus scandaleux que de devoir remettre dans les tiroirs les plans prévus pour le développement industriel de l'Alsace, parce qu'ils se sont heurtés à pareille opposition populaire ? L'exemple de Marckolsheim a créé un fâcheux précédent. Il a fait comprendre aux habitants de la Plaine du Rhin qu'une victoire contre EDF était possible. Pour l'heure, plus moyen d'installer une centrale, même avec tact et discrétion, sans déclencher une insurrection.

photo plozner



L'organisation de l'occupation à Gerstheim est la preuve que les Alsaciens ont un sacré entraînement à ce genre d'exercice. Depuis que la population a pris connaissance du projet de centrale nucléaire sur les communes d'Erstein et Gerstheim, à une quinzaine de kilomètres au sud de Strasbourg, les occupants se relaient sur le site, afin de prévenir une éventuelle arrivée en force d'EDF et de ses sbires. Chaque jour, un village vient remplacer l'autre pour monter la garde autour d'un feu de camp en mangeant des poissons pêchés non loin de là dans un des innombrables cours d'eau qui baignent la région.

Récemment, les occupants ont eu l'occasion de « tester leur capacité à se mobiliser » en cas d'alerte, comme diraient des Parisiens. Au beau milieu de la nuit, une sentinelle en faction a distingué sur la route des véhicules convergeant, tous feux éteints, en direction du terrain. Il a sans doute entendu quelques bruits de bottes et des déplacements de troupes. Toujours est-il que, à cette heure tardive, toute animation suspecte peut rassembler à une cohorte de CRS préparant la charge.

### alerte à Gerstheim

Aussitôt, l'alerte est donnée : les cloches des villages environnants se mettent à sonner le tocsin, les sirènes des mairies retentissent, et, dans les mai-

sons, le réseau téléphonique se met à fonctionner. Chacun sait à quelles personnes il doit répercuter l'information, et au bout d'une demi-heure, du nord au sud de l'Alsace on sait ce qui se passe à Gerstheim. Je me trouvais ce soir-là dans le Sundgau, tout à fait en bas de l'Alsace, en train de discuter avec des habitants du problème du canal, quand nous avons été prévenus : en un rien de temps, deux voitures sont parties et ont fait cent trente kilomètres pour foncer sur le terrain, pensant avec angoisse aux camarades cernés par les forces de police.

Ce n'était rien que l'armée française en déroute qui répétait le passage du Rhin ! Il fallait voir la tête ébahie des militaires, l'arme au pied devant leur char, regardant passer ce défilé de voitures fonçant en pleine nuit au beau milieu de leurs manœuvres... Jusqu'à deux heures du matin les gens ont afflué, tant du côté allemand que du côté français. Comme répétition générale, c'était réussi. Il paraît que le préfet a été très impressionné de savoir que ses administrés sont venus de si loin, en si grand nombre ; il doit commencer à se poser des questions sur l'efficacité qu'aurait, dans un tel contexte, une intervention de ses CRS...

L'affaire s'est terminée autour d'une table, à siroter du café chaud en mangeant des sandwiches, car les Alsaciens apportent toujours avec eux assez de vivres pour soutenir un siège. Question d'habitude...

Du côté des élus locaux, la situation est moins nette. Après l'enthousiasme de la première heure, où ils se sont rangés résolument du côté de la population pour protester contre le sans-gêne d'EDF, ils semblent maintenant tiraillés entre la pression populaire et la persuasion préfectorale. Déception des occupants après la démarche des maires d'Erstein et de Gerstheim auprès de la préfecture du Bas-Rhin. Mandatés par les habitants pour demander le démontage du pylône météo dont la construction a mis le feu aux poudres, ils sont revenus avec la promesse que celui-ci serait enlevé, certes, mais qu'en attendant, les raisons de sécurité imposaient de le baliser. « La question posée (par les élus) met en jeu les intentions d'EDF et les demandes des météorologistes. Il s'agit d'étudier si des modifications au programme d'observation sont possibles. D'ici à ce que cette étude soit faite, les contacts pris avec les élus seront poursuivis, et les seuls travaux qui seront effectués sans nouveaux contacts seront ceux du balisage nécessaire par la circulation aérienne », déclare le communiqué de la préfecture. En d'autres termes, les élus ont simplement obtenu d'être tenus au courant, ce qui paraît quand même élémentaire.

Il est évident que les pouvoirs publics veulent temporiser, et que le démontage du pylône est remis aux calendes. Or, une petite excursion au sommet du pylône a permis de constater à un occupant débrouillard que c'est l'achèvement de l'installation qui est en cours, et non le balisage. De surcroît, le chef de chantier de Clemmesy a révélé que les pilotes d'avion étaient parfaitement au courant de l'existence de cette tour de 80 mètres, d'ailleurs déjà pourvue d'une lampe rouge, et mise en place depuis deux ans. On se demande, dans ces conditions, pourquoi le balisage devient tout-à-coup indispensable. Quelqu'un conclut : « Et la flèche de la cathédrale de Strasbourg, combien de lampes faudrait-il pour la signaler ? » Pour les gens de Gerstheim, la situation est simple : « Nous ne voulons pas de centrale, donc les travaux de météorologie sont inutiles, donc le pylône doit être démonté. A quoi ils vont les accrocher, leurs balises, au-dessus du vide ? »

Une chose est certaine, en tous cas : il faut obtenir le démontage de la tour météo avant les élections municipales. « Pour le moment, les maires nous écoutent. Après, ils ne voudront plus en entendre parler. » A moins de changer de maires...



## pas de démarrage à Fessenheim

La centrale de Fessenheim est construite, et bien construite. Il serait illusoire de vouloir faire renoncer EDF à la mettre en route. Pourtant les difficultés se multiplient. D'abord, des rumeurs selon lesquelles une fuite aurait été décelée dans le circuit de refroidissement, là où le choc thermique est le plus élevé. Toujours est-il que le démarrage annoncé pour le 10 février n'a pas eu lieu, ou alors dans le plus grand secret, ce qui n'est pas dans les habitudes des industriels, jamais avares de publicité lorsqu'ils inaugurent pareille entreprise.

En attendant, les écologistes se mobilisent pour exiger ce qu'ils nomment « les garanties élémentaires » :

- Réclamée dès 1971 par le conseil municipal de Fessenheim, la Commission de Surveillance et de contrôle indépendante d'EDF et des pouvoirs publics et dotée de moyens appropriés doit enfin être constituée.
- Le plan d'alerte et de secours ORSEC-RAD pour ladite centrale doit être rendu public (intégralement pour tout ce qui touche à la sécurité des populations).
- Des exercices d'alerte, correspondant à l'accident le plus grave envisagé, doivent être organisés.
- Les maires représentant cette population seront associés au choix du mode de consultation.

**S**IX personnes ont commencé un jeûne illimité dans le village voisin, à Roggenhouse. Ce sont Raymond Schirmer, Solange Fernex, le fils de celle-ci et des amis proches. « C'est presque une forme d'action désespérée, parce qu'on ne sait plus quoi faire, déclare Solange Fernex. Le premier jeûne que nous avons fait, en janvier dernier à Hagenbach, pour protester contre le canal, avait été un succès : pour la première fois, les paysans s'étaient mobilisés spontanément pour nous soutenir, ils avaient fait une marche de tous les vil-

lages qui convergeaient vers Hagenbach. Nous voulions susciter des actions semblables pour Fessenheim, une opération ville-morte par exemple. »

L'initiative a été très controversée au début : les proches, connaissant bien la détermination des jeûneurs, craignent pour leur santé et voient avec angoisse le moment où ils se laisseront dépérir plutôt que de renoncer. Aussi la mobilisation est-elle très forte : les élus locaux et personnalités politiques sont sans cesse harcelés au téléphone pour qu'ils se prononcent enfin sur le principe des garanties élémentaires. L'opération « Ionix-500 000 foyers », distribution du supplément d'ionix dans toute la région, avec le texte des garanties élémentaires, doit s'achever incessamment pour que tous les Alsaciens sachent vraiment ce qui est en jeu. Les partis et les syndicats vont être sollicités également, bien qu'en France, la perspective des élections municipales détourne leur attention vers des sujets moins brûlants. Mais en Allema-

gne, par exemple, l'Internationale Socialiste du Rhin Supérieur, réunie le 22 janvier à Emmendingen, a pris position pour.

« Fessenheim va être un test important, dit Solange Fernex. Gerstheim et Marckolsheim n'ont aucune chance de se construire jamais. Mais au début de la lutte anti-nucléaire, il n'avait pas été possible d'empêcher la construction de la centrale de Fessenheim. »

Il faut maintenant l'empêcher de démarrer.

## Wyhl en procès

Deux ans après le début de l'occupation du terrain de Wyhl, un procès, le premier du genre en Europe, est intenté par des particuliers et des communes contre la KWS (Kern Kraftwerk Sud), l'EDF allemande. En Allemagne, en effet, les associations n'ont pas le droit de se porter partie civile dans une action de justice, ce qui explique que les Bürgerinitiativen n'aient pu mener le procès eux-mêmes.



L'entreprise allemande avait commencé les travaux sans permis de construire. Aussi les habitants de Wyhl avaient intenté un procès pour la forme, à l'issue duquel le tribunal de Meinheim avait donné à la KWS l'autorisation de construire. Sous réserve toutefois de devoir démolir si un autre tribunal rendait un jugement défavorable à la KWS. Ce fut le cas à Fribourg, où la population a gagné contre la firme électrique.

Le jugement de Wyhl porte sur le fond. Les écologistes ont obtenu que les débats aient lieu en plein bastion anti-nucléaire, à Herbolzheim. La salle des sports de cette commune a donc servi de tribunal, et tous les jours, des centaines de personnes assistent au procès. L'instruction est terminée, et les plaidoiries viennent de commencer. Au cours de l'instruction, deux témoignages ont fait forte impression : celui du professeur Sternglass (Université de Pittsburgh, USA), sur les risques génétiques et somatiques inhérents à l'énergie nucléaire, et celui de l'ingénieur Pollard, un des trois scientifiques américains qui ont démissionné l'an dernier avec fracas de leurs postes de fonctionnaires responsables de la sécurité des réacteurs nucléaires.

Querelle d'experts, peut-être. Mais les Badois sont devenus incollables sur les problèmes nucléaires depuis la création de l'Université populaire. Sur le terrain de Wyhl d'abord, dans les bistrotts ensuite, depuis que les associations, le gouvernement fédéral et la KWS ont décidé une trêve et sont tombés d'accord pour que cesse l'occupation du terrain. Chaque semaine, l'université populaire consacre une soirée d'information régulière sur le nucléaire, une sur l'agriculture, une sur les voyages dans les autres régions et une sur le terroir. Ainsi les habitants, en majorité des paysans, peuvent se tenir au courant des luttes dans les régions de France et d'Allemagne, et surtout de la question nucléaire.

Quelle que soit l'issue du procès, la KWS sera dans une situation inextricable : « La KWS et le gouvernement risquent de se faire déconsidérer s'ils perdent le procès, explique Jean-Jacques Rettig. Mais s'ils le gagnent, c'est l'impasse politique, et le perdre serait presque une façon élégante de s'en sortir. » C'est dire les tensions qui s'exercent de la part des instances gouvernementales sur l'appareil judiciaire qui va rendre son verdict. Mais tout le monde s'accorde à reconnaître que les trois juges de Wyhl agissent de la façon la plus démocratique possible, et sont vraiment au courant de leur affaire : malgré des séances qui durent des journées entières, ils restent attentifs et posent des questions pertinentes aux deux parties.

« Ce qui est certain, poursuit Rettig, c'est que la KWS et le gouvernement seront tentés de reprendre les travaux avant la fin des procédures, parce que chaque année qui passe sert aux écologistes. »

Catherine Decouan

Pour Gerstheim : contacter le CODSEC (Comité d'organisation et de défense du site de Erstein-Gerstheim) au 1, rue du Maire Wüst. 67150 Gerstheim.  
Pour le jeûne : Maison de la nature à Roggenhouse. 68740 Fessenheim. Soyez nombreux à manifester votre soutien.

# ATTENTION INDECENCE (suite)



**A** peine nos vaillants aînés commencent-ils à se poser des questions (importantes, à en juger par le volume du courrier), que les jeunes les tancent sèchement. Haro sur les pluri-sexuels, sur ceux dont le for intérieur se met à brailler contre le couple, haro sur tout le monde en vrac et honte aux « baiseurs communautaires » ! Tous tarés, rien compris, à dégager. Place au cheek-to-cheek intimiste, à force de se répéter qu'on est heureux, on finira par l'être pour de bon.

Moi, quand j'ai pas le moral, je cherche un mari. C'est un indice, non ? Quand tout va bien, je me laisse vivre, c'est-à-dire que je ne me force à rien, et que je suis bien contente, si quelqu'un me plaît, de suivre le quelqu'un sans me demander si c'est recommandable, si ce sera bien vu et bien compris. D'aucuns appellent ça des « expériences », moi c'est mon quotidien, je n'ai pas bien le temps de lui coller des étiquettes. C'est le bonheur ? Oh la non, sûrement pas, mais ce n'est pas désagréable à vivre. Comme Isabelle, je n'ai pas d'immenses illusions sur une « société parfaite ». Un espoir quand-même, il faut bien : pourvu, pourvu, qu'un jour on arrive à tous se foutre la paix ! Qu'on finisse avec les systèmes ! Qu'on dise, par exemple : « Moi, je vis comme ça, c'est l'idée que je me fais du bien-être, mais je ne force personne à faire pareil, je n'ai pas de conseils à donner, et par dessus tout je ne suis pas sûr qu'on m'écouterait. » Ce qui se promène, maintenant, dans nos milieux, c'est un terrorisme calqué - pour les méthodes - sur le judéo-christianisme. C'est vrai, nous devons affronter la vindicte et les idées de certains « nouveaux conformistes ». Si on a choisi la formule je-change-de-partenaire-comme-de-chemise, il faut assumer. Pas dire Je t'aime, même dans les meilleurs moments d'alanguissement, ou alors l'autre se dresse, index colère : « Il ne faut pas dire ça, ce n'est pas vrai, c'est réac, c'est dégueulasse et ça ne se fait pas. Assume. »

Si on a choisi la communauté, il faut partager sans désemparer. J'ai connu aussi. Ah mais non, moi je veux bien partager, pas de jaloux et youkaïdi, mais je préfère décider avec qui je partage.

Si on tient au couple (mais pourquoi pas, bon dieu ?), on sacrifie à la connerie matrimoniale : il faut, impérativement, posséder, comme les autres, de l'exaltation, des projets de bébé et de l'argenterie. Tu veux pas de bébé ? Ben alors, pourquoi tu t'es marié ? Pour la liste de mariage, je me suis marié, cette blague.

J'avais une copine, comme ça, elle s'obnubilait, il lui fallait une belle histoire qui dure toute la vie, avec coin du feu et serments grandioses. Elle totalisait, bien sûr, un score des plus impressionnants rayon chagrins d'amour. Je lui disais : « Laisse tomber, va, pense à autre chose, tu veux qu'on aille manger des gâteaux ? » Que dalle. Passaient les jours et passaient les jeunes gens, elle n'avait pas le temps de se remettre que déjà un autre sagouin lui foutait le cœur en miettes. Il lui disait : « Bon écoute, ça va comme ça... Ce qui est foutu est foutu, tu ne vas pas en faire un drame ! » Mais ce qui l'intéressait justement, ma copine, c'était d'en faire un vrai drame.

Sa période larmes amères a pris fin, un jour, sans qu'elle s'en aperçoive. D'un coup, elle s'est découvert une nature qui ne collait pas du tout avec son idée de pureté monogame.

Et maintenant, qu'est-ce qu'on dit d'elle ? Il fallait s'y attendre. On dit d'elle : « Elle est sympa, mais complètement nymphomane »...

Ah la la, c'est pas demain qu'on se foutra la paix les uns les autres. C'est déjà pas bien facile de vivre, on se trouve un truc, et il y a toujours une bonne âme pour vous couiner : « Moi, à ta place... »

Tu vois, Isabelle, moi j'ai comme l'idée qu'on peut s'en sortir, de la jalousie gluante. Ça vient doucement, il ne faudrait pas non plus forcer. Mais pour y arriver, je verrais bien, comme corollaire, une opération de grande envergure, qui pourrait s'appeler : Occupons-nous de nos fesses avant de loucher sur le Meilleur des mondes.

Anne Vergne



**J**E viens de relire tous les derniers numéros de la G.O. où l'on trouve des articles sur tous ces nobles sentiments que fait naître l'amour. D'abord, plein de réactions, de critiques positives ou négatives à propos du courrier de tous les lecteurs qui ont exposé leur point de vue.

1°- Monsieur le taulard (j'ai oublié son nom) est amoureux de deux mecs et trois nanas ; le jour où il sortira, il pourra dire : « Attention mes petits, je comprends vos problèmes, je suis libéré, moi, homo, hétéro ! », avec un air de « J'ai fait la guerre, moi, Monsieur ». Allez hop ! une médaille au brave combattant du conformisme.

2°- Madame (ou mademoiselle) se bat contre le couple, l'asservissement, le flicage, ou un problème, ou bien juste envie de parler, je m'accroche à une paire d'yeux noisette et à un sourire. Quelqu'un qui me comprend, ma femme (le possessif me gêne). Et justement, le couple, c'est le partage de la solitude, ce

n'est pas se supporter pendant une vie, c'est la jalousie aussi. C'est tout faire pour recevoir en échange une caresse ou un sourire. Mais madame se bat contre le couple et harangue les foules d'un ton vengeur, et hop ! une autre médaille.

3°- Oui, la solitude, c'est positif. Tu ne réfléchis pas de la même façon seul et à plusieurs. Sinon la méditation serait pratiquée dans les cafés (par exemple).

4°- Monsieur ne sera jamais un « con à bordel ». Ça, c'est l'attitude du type qui n'avouera jamais qu'il a feuilleté un jour un journal de cul. Et une troisième médaille pour le brave guerrier poussé par de hauts sentiments.

Un copain m'a écrit, il disait : « J'aime. J'aime une femme, de folie ». C'est vraiment chouette, et je parie que tous les mecs libérés s'imaginent mon copain avec sa paire de pantoufles, sa télévision et sa p'tite femme qui fait sa vaisselle.

5°- Est-ce qu'un seul mec aurait le courage de me dire qu'il n'est pas phallo ? Qu'il n'a jamais regardé une paire de fesses qui se baladent, en pensant qu'il se ferait bien la nana ? Un seul mec ?

Moi, je pourrais être ton fils, Isabelle. Du haut de mes 17 ans, je respecte Véronique (c'est comme ça qu'elle s'appelle), je la regarde, nous nous sourions, nous nous caressons, nous parlons, nous écoutons de la musique. Parfois, l'un ou l'autre veut rester seul (ou seule) sans voir le partenaire. Chacun de nous comprend cette attitude. On s'aime, c'est tout, et c'est pas triste.

Aucun « baiseur communautaire » ne pourra connaître ça !

Grosses bises à tous.

Fanch



**O**N s'aime, c'est ça le drame. On aime sa propre connerie. On aime son plaisir. On aime aussi sa propre douleur, son propre mal. Comme ça qu'on s'installe dans la maladie... Ou dans la jalousie, sorte de maladie déclarée incurable par les hypocondriaques du cœur. Sa jalousie, avec tout ce qu'elle comporte de morbide, d'insoutenable pour soi et pour l'autre, on se la cultive. On proclame « je suis comme ça », on gémit « c'était si bien avant que tu (ou que je, parce que la jalousie-maladie de l'autre, on la prend dare dare en compte aussi) foute tout en l'air, on parvient même à conclure « tout est foutu » après s'être longuement interrogé, comme on mène une enquête policière « pourquoi, comment as-tu (ai-je) fait ça, quand ça a-t-il commencé, où, quels signes précurseurs aurions-nous dû repérer ? »...

Bref, on tourne autour du pot.

On accepte, on institutionnalise dans son petit univers intime la jalousie comme on n'accepterait aucune autre maladie, aucune autre souffrance.

Les remèdes (si on a encore assez de ressort pour songer un tout petit peu à remédier) on les cherche à l'extérieur : griseries, nouvelles occupations, distractions, autres affections (sur lesquelles on projettera tous ses phantasmes et voilà que c'est reparti pour un tour jusqu'à la prochaine rechute du mal), voire résignation grise. Mais on ne soigne rien en soi-même : trop peur de se déstructurer. On croit guérir sa jalousie comme on croirait guérir sa grippe en jouant au ballon, en tentant de la refiler à un autre ou en essayant d'attraper la vérole.

C'est tellement dur d'accepter de se connaître pour accepter de se changer.

Isabelle Cabut

# LA RADICALISATION SIMPLIFIE BIEN DES CHOSES

**Y**AURAIT-IL du nouveau chez les insoumis ? Il est encore bien tôt pour pouvoir l'affirmer, mais la réunion qui s'est déroulée ce week-end dans la région parisienne pourrait marquer un tournant dans la longue marche de ces réfractaires d'un genre un peu particulier.

Venus d'un peu partout en France afin de faire le point sur l'insoumission, ses limites et ses richesses, les perspectives qu'elle offre mais aussi les portes qu'elle se ferme, la plupart des participants avaient goûté à la prison. Les autres la connaîtront un jour. Curieusement, ce sont les rares « invités » qui semblaient le plus se préoccuper des conséquences néfastes que l'incarcération peut avoir sur un réfractaire au service national.

D'où ce nécessaire besoin de démystifier la prison qui « doit et peut être un terrain de lutte au même titre que les autres ». Comme devait le dire un insoumis lyonnais : « Il vient un moment de notre évolution où la question de l'insoumission ne se pose même plus ; elle s'impose le plus simplement du monde ». Et l'incarcération est alors prise en charge.

## démarginaliser l'insoumission

Ce qui a peut-être été le plus important lors de ces débats, ce n'est pas l'analyse pourtant intéressante de l'insoumission totale, ce ne sont pas les anecdotes - fort instructives - racontées par les uns et les autres, mais plutôt cette volonté générale de sortir enfin l'insoumission de son marginalisme. Aussi s'est-on courageusement attelé à la tâche comme pour se prouver que le mythe de l'insoumis incapable de s'organiser collectivement était une fois pour toutes à ranger au magasin des accessoires. On doit bien le reconnaître, c'est la première fois qu'une réelle coordination d'insoumis totaux est mise en place à l'échelon national (1). Souhaitons que ces excellentes dispositions soient suffisantes pour permettre d'atteindre les objectifs fixés... surtout en ce qui concerne la volonté clairement exprimée d'intensifier la lutte contre les tribunaux militaires et le désir de publier - d'ici la fin de l'année - un ouvrage collectif sur l'insoumission totale.

Si les utopistes deviennent réalistes et se mettent à expliquer « l'inconcevable », alors, effectivement, il y aura du nouveau.

« Larzac adjugé », titrait il y a peu « Le Nouvel Observateur ». Adjugé à qui ? On continue à se le demander ironiquement dans les chaumières millavoises. Depuis notre dernier appel, les choses ont évolué sur le Causse et les nouvelles sont plutôt bonnes.

La fameuse ferme de la Tune - vous savez, celle qui coupait la route à une possible extension du camp vers le sud - a été achetée le 24 janvier. Il s'agissait d'une position clé. Agréable de savourer une victoire remportée en commun.

Il reste « qu'acheter » ne signifie pas tout à fait « payer » et que le GFA 2 a toujours besoin de vos chèques. (2) A cet effet, les paysans nous ont envoyé une lettre dont voici quelques extraits :

Chers amis, Tout d'abord un grand merci pour le travail que vous avez fait pour nous aider à sauver le Larzac.

L'argent rentre bien et nous avons eu l'audace d'acheter la Tune.

Nous nous permettons de vous demander aujourd'hui un autre service.

Après l'achat des deux fermes de Bois-sans et de la Tune, on nous propose des terrains épars assez loin de fermes existantes et sans gros intérêt agricole (à cause de leur petitesse ou parce que ce sont des bois).

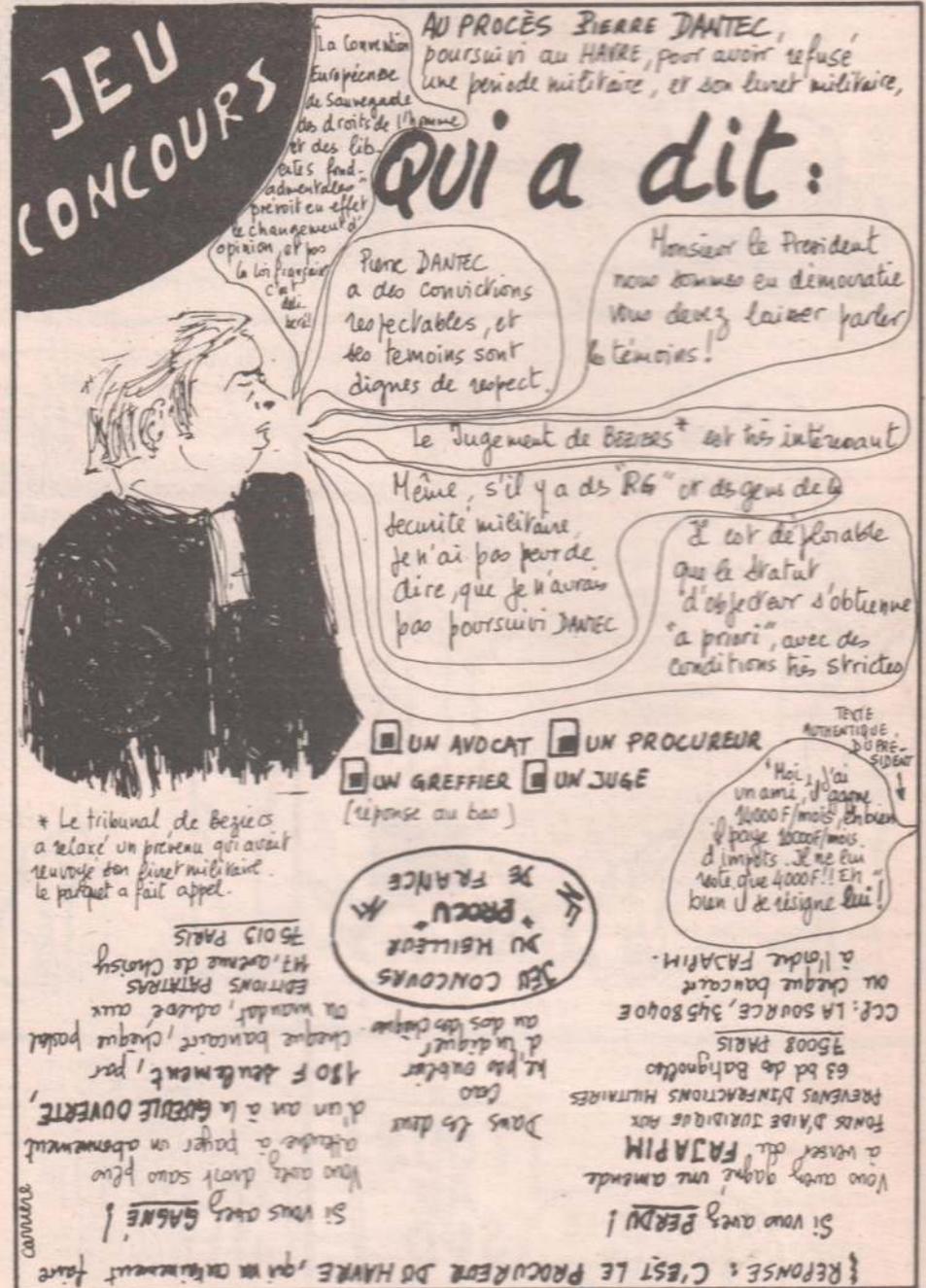
D'autre part, dans la ferme de Bois-sans il y a quelques dépendances inutilisées pour l'agriculture et qui pourraient sans nuire au fermier, être revendues à d'éventuels amateurs...

Comme toutes ces parcelles ont été achetées par le GFA, elles sont en position stratégique pour empêcher l'avance de l'armée. Par contre si elles étaient revenues à des sympathisants du Larzac cela débloquerait des crédits qui pourraient être utilisés à nouveau pour acheter des positions stratégiques. »

## le téléphone pirate du Larzac

C'était un régal de voir, lors de la dernière réunion de l'APAL (3) la décontraction avec laquelle ils jouaient à discuter de ce que serait l'autogestion de terres qui - non seulement ne leur appartiennent pas - mais qui se trouvent, de plus, en pleine zone d'extension du camp.

A Millau l'imagination est décidément au pouvoir ! Qu'on en juge : les PTT refusent de brancher le téléphone sur le Causse alors que l'arrêt de cessibilité n'a pas encore été décrété... On porte plainte pour affirmer son bon droit. Mais comme on ne se fait aucune illu-



sion et que l'on sait que l'affaire sera enterrée, on décide d'installer un réseau téléphonique « pirate » sans en référer à quiconque.

Pottensac a soif parce que les pouvoirs publics refusent de l'alimenter en eau ?

oppose les paysans à l'armée. Elle permet en effet le déblocage de fonds dès que la nécessité s'en fait sentir. Elle est financée quasi-exclusivement par le refus d'impôts 3 % Larzac. A ce propos notez sur vos tablettes la très importante réunion de coordination nationale des groupes désobéissance civile qui se déroulera à Fontenay - près de Paris - le 26 mars. Inscriptions : Françoise Briot, 153 rue de Rome, 75017 Paris. Avant le 14 mars.

Qu'à cela ne tienne : l'adduction d'eau va se faire de la même manière : sans autorisation ! Et ceci le plus sereinement du monde.

Le tout à l'avenant : que ce soit la décision de construire une bergerie à Cavailès, de constituer un troupeau à Montredon, de créer un centre de recherche international pour la paix ainsi que des lieux d'information et de popularisation des luttes à Jasse et Terradouyre, d'électrifier les Homps, peut-être en utilisant des énergies douces...

(1) Correspondants régionaux :

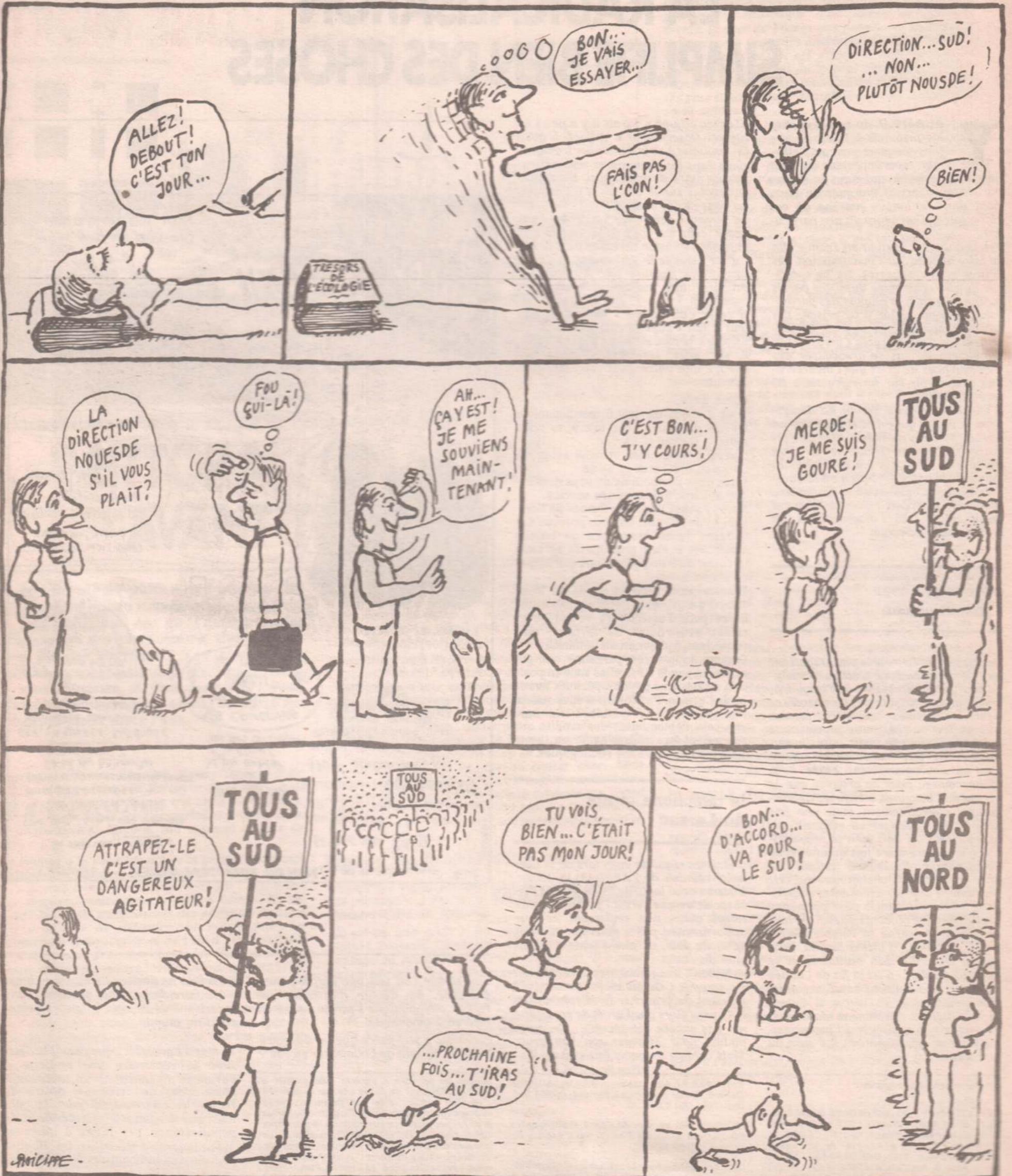
Lille : Club des P 4, 51, rue de Gand, 59000 Lille, tél : (20) 52.90.25 - Nantes : GIT : 57, rue des Hauts-Pavés, 44000 Nantes, tél : (40) 71.68.59. - Bordeaux : « Le 47 », 47, rue de la Devise, 33000 Bordeaux, Tél : (56) 80.70.93. - Metz : Guy Weisse, 6, rue Taison, 57000 Metz. - Paris : J.L. Soulié, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris,

Tél : 033.31.49. - Lyon : GARM, Mireille Debard, 7, rue Francisque Jomard, 69600 Oullins, Tél : (78) 51.06.70.

(2) Libellez-les au nom du GFA 2 et envoyez-les directement à Robert Pirault, Saint Martin du Larzac, 12100 Millau.

(3) L'Association pour la Promotion de l'agriculture sur le Larzac, est le nerf de la guerre qui

# LES BOUSSOLES NE SONT PAS FAITES POUR LES CHIENS!



## PROCES D'UNE MORTE

● **Contre l'avis de son leader, le Premier ministre Joop den Huyl, le parti travailliste hollandais demande l'abandon du projet d'usine d'enrichissement de l'uranium à Almelo (Pays Bas). Motifs : la sécurité, l'environnement, les risques de prolifération nucléaire. Le cabinet den Huyl va étudier cette résolution. Le Parti travailliste s'oppose également à la construction de nouvelles centrales nucléaires aux Pays-Bas.**

● **Démision collective des délégués du personnel au comité hygiène et sécurité de Comurex-Pierrelatte. Cette usine avait récemment pollué par l'uranium et du fluor la nappe d'eau souterraine. Mais la direction continue à privilégier la production au détriment de la protection. Elle a décidé d'entreposer des déchets radioactifs dans un sous-sol juste sous la cuisine, et refuse d'annoncer un programme d'amélioration des conditions de sécurité et d'environnement. Après six heures de discussions stériles, les délégués ont décidé de démissionner.**

● **Les dangers de l'atome plus ceux du pétrole. Ravi Tikoo, magnat de la marine marchande britannique, a commandé à un constructeur américain trois super-pétroliers de 600 000 tonnes qui fonctionnent à l'énergie nucléaire. Les assureurs se font tirer l'oreille. La plupart des ports du monde entier ont d'ores et déjà interdit les navires atomiques. Mais le magnat s'entête.**

● **Westinghouse va très mal. Ses pertes potentielles s'élèvent à plus de 2 milliards de dollars selon la revue américaine « Business Week ». A l'origine des difficultés de la société : l'absence de toute stratégie de planification et les lacunes de sa gestion financière. Le groupe doit abandonner la plupart de ses positions européennes au profit de son vieux concurrent, la General Electric. En choisissant les centrales PWR Westinghouse contre les centrales BWR de la GE, le gouvernement français a eu du flair...**

● **La Chambre d'agriculture du Haut-Rhin a pris position contre le grand canal, dont elle conteste l'utilité. Par contre, les transporteurs routiers du même département (450 entreprises employant 5 500 personnes) sont favorables à la voie navigable à grand gabarit. Pour eux, elle renforcera la vocation de carrefour de la région Alsace-Franche-Comté. Les routiers sont sympas...**

● **«Jettez du soleil dans votre moteur. Inventée par deux ingénieurs australiens, la voiture solaire est mue par quatre servomoteurs logés dans les moyeux de ses roues et eux-mêmes alimentés par seize batteries. Un collecteur d'énergie solaire, en plus des moyens traditionnels, peut être monté sur le pavillon de la voiture. Autonomie : 1 heure. Vitesse : 40 km. Recharge : 5 heures.**

**C**E n'est rien que le banal procès d'un mari qui tue sa femme. Quatre lignes dans un fond de page, ça ne fait pas frémir, c'est pas amusant comme un rapt d'enfant, personne ne va risquer sa tête. Les femmes assassinées par le cher époux, éméché, brutal, ou qui croit simplement user d'une sorte de droit du propriétaire, sont légion. Ben non, nous ne le savons pas, nous ne lisons pas la chronique des chiens crevés où elles sont reléguées. Ceux qui le savent, ne paraissent pas étonnés. Tuer sa femme est un des aspects de la vie du couple.

C'est si naturel de tuer sa femme, qu'à Valence, le 28 janvier, on n'a pas fait le procès du mari meurtrier, mais de la femme coupable d'avoir été tuée ! C'est elle le monstre ! S'il l'a tuée, c'est bien qu'elle est coupable de quelque chose !

L'avocat de la morte va plonger dans le passé de la victime, jusqu'à la petite enfance, pour nous en ramener des images étincelantes et pures ! Elève parfaite, jeune fille sage ! Je tremble : si elle avait été un cancre, une gamine un peu cavaleuse, elle méritait la mort ! Epouse parfaite, mère affectueuse ! Elle aurait eu un amant, elle méritait la mort. Peu portée sur la puériculture, elle méritait la mort. Jusqu'à l'écoeurement, il donnera d'elle une image pasteurisée, dévitalisée, désubstantivée, « cristalline », pour justifier son droit à la vie !

Femme battue, trompée, qui menait une vie impossible depuis plusieurs années. Muette au point de ne pas oser dire à sa propre mère, que son mari lui avait cassé le nez, elle prétexte un accident de voiture... A la barre, la mère dira : ma fille cherchait un bonheur qu'elle n'a jamais trouvé...

Le père dira : je trouve qu'on essaie de traîner ma fille dans la boue !... Et on le menace aussitôt d'expulsion !

C'est le procureur qui fait la plaidoirie la plus juste. Il situe bien Anne-Marie, la femme morte, dans son désir de vie pleine, épanouie, totale, entre son mari, sa fille, son métier de professeur, ses amis, les rencontres, la connaissance, les livres, son goût de bouger, d'exister, et le mari, patron potier, play-boy, dominateur, homme à voiture de sport et carabine (membre du S.A.C., le palais de Justice en est plein) qui ne supportera pas de voir sa femme partir (elle lui demande une séparation provisoire « pour faire le point »), il la tue. Le procureur prononce cette phrase-clé, sans doute inspirée par les pancartes des femmes du Mouvement de Libération des Femmes, qui sont - sommes - devant le palais : « elle a payé de sa vie son refus d'être l'objet de son mari ».

Tout est là. Il rappelle comment le mari a tué sa femme : il l'a étranglée, elle gisait au sol, et comme sa tête



dodelinait encore (ces intellectuelles qui même à moitié mortes, contestent encore du bonnet ! ) il a déchargé sa carabine à bout portant dans la tempe, la bouche, le front, enfin dans la tête ! Enfin il possédait aussi sa tête ! Elle était morte !

Le procureur demande vingt ans de réclusion. Arrive l'avocat de la défense. Avec son grand théâtre. C'est normal, il est là pour ça. Des mains qui se joignent, qui supplient, un visage qu'on enfouit dans ses paumes, des cheveux qu'on feint de s'arracher, une voix au bord des sanglots, des larmes prêtes à raviner ses joues, si j'étais plus près, il me viendrait le réflexe de lui tendre un mouchoir. Et le deuxième assassinat d'Anne-Marie commence. La coupable, messieurs-dames, c'est elle ! Elle l'intellectuelle ! Pas celui-ci, entre les deux gendarmes, qui se morfond, torturé dans son âme de mari affectueux et de père ardent ou l'inverse, j'ai pas tout noté.

Ce mot d'intellectuelle ne va plus le quitter. Toute sa défense repose sur le glissement d'intellectuelle à femme de tête, de femme de tête à femme sans cœur, de femme sans cœur à dominatrice, de dominatrice à coupable, coupable d'avoir dominé le ménage, ou plutôt que le mari-cheffaillon se soit senti dominé ! L'avocat de la défense dira des choses comme : c'était une femme qui « aspirait à une autre vie »... elle avait « des projets »... elle échangeait du courrier avec un autre membre de sa profession, elle écrivait des

lettres de trois pages, « les intellectuelles ont le temps ! » (sic)... elle avait eu avant son mariage, des mœurs libres, « ça se fait chez les intellectuels ! » (sic)... « celui qui frappe physiquement a une responsabilité apparente mais pas profonde, elle était tellement plus intelligente » (sic).

C'est décidément le procès de l'intelligence chez les femmes. Femme intelligente égale femme coupable. Son mari a eu raison de la tuer ! Vous comprenez, « elle dominait le couple. L'inverse (le mari qui domine) arrive souvent et c'est supportable ! (sic) mais là... il s'aperçoit qu'il n'est plus le chef de son foyer ! » Donc il la tue.

Déjà en liberté provisoire après deux ans de préventive - imaginez Patrick Henry, Ranucci, le petit Bruno, en liberté provisoire ! - le jury lui accorde les circonstances atténuantes et lui donne dix ans. Procès en appel.

La prison ne rime à rien. Envie de crier au moment où la sentence tombe : « A bas les prisons ! » Envie de crier ce qui est inscrit sur les pancartes M.L.F. dehors : « A bas la prison légale ! » « A bas la prison conjugale ! »

Mais le procès du mariage ne va pas se faire ici, ni d'ailleurs celui de la justice, tragi-comédie vulgaire, hypocrite et stérile. Question : jusqu'à quand les femmes vont-elles se faire battre et assassiner chez elles chaque jour, jusqu'à quand va-t-on les museler vivantes, et mortes les accuser de leur propre meurtre ?

Victoria Thérame



**Bouquins**

**LARMES BLANCHES**

François Richard, éd. J.C.Lattès. 35 F.

Un polar écrit par Céline... On peut rêver, non ? Un style cavalcadant, des phrases taillées au couteau suédois, à l'acier bleu. Et s'évader un peu de la sphère bootlegger-USA, pas qu'on en ait marre, mais juste pour voir. On prendrait la guerre d'Algérie, par exemple. Le retour des crevures, nostalgiques de la cuite fraternelle et de leurs sauts en parachute, ne se fait pas sans mal. Les crevures ne se réadaptent pas à un monde « pacifié », comme on disait à l'époque. Les crevures cognent leurs épouses, tombent amoureux de minettes inaccessibles et adorent jouer de la lame. Aiment la castagne



pour la castagne, s'inventent des héros à la mesure de leur folie désordonnée. Malheureuses, les crevures. Après l'Algérie, difficile de se caser dans un coin de Touraine pour y vivre pépère, sans odeur de poudre et petites bières au mess.

On rêve d'ailleurs splendides, au bras de la minette inaccessible (dont on assomme régulièrement le soupirant en titre, et aye donc, c'est pas ton père), mais la minette se tâte, et pas qu'un peu. Dame, on ne renonce pas comme ça au doux ronron de la « pâte touraine », à des études routinières, et à un fiancé convenable. Y renoncer pour un bonhomme pas bien net même s'il se révèle de ces amants infatigables



qui vous comblent une Messaline de province, c'est carrément dingue. La minette n'ose pas, la crevure lui fait peur. Il y a de quoi. Alors la crevure va tenter le gros coup, en compagnie d'autres crevures, attaquer un convoi de fonds. Ça finit par foirer, bien sûr. Larmes Blanches révèle les dons d'écrivain de François Richard, dont c'est le premier roman. Pour un coup d'essai, le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est concluant. Presque comme si Céline s'était mis à s'occuper du genre policier. Presque parfait ? Yes, sir. Un bon bouquin à lire sans reprendre haleine, ça casserait le charme.

A.V.

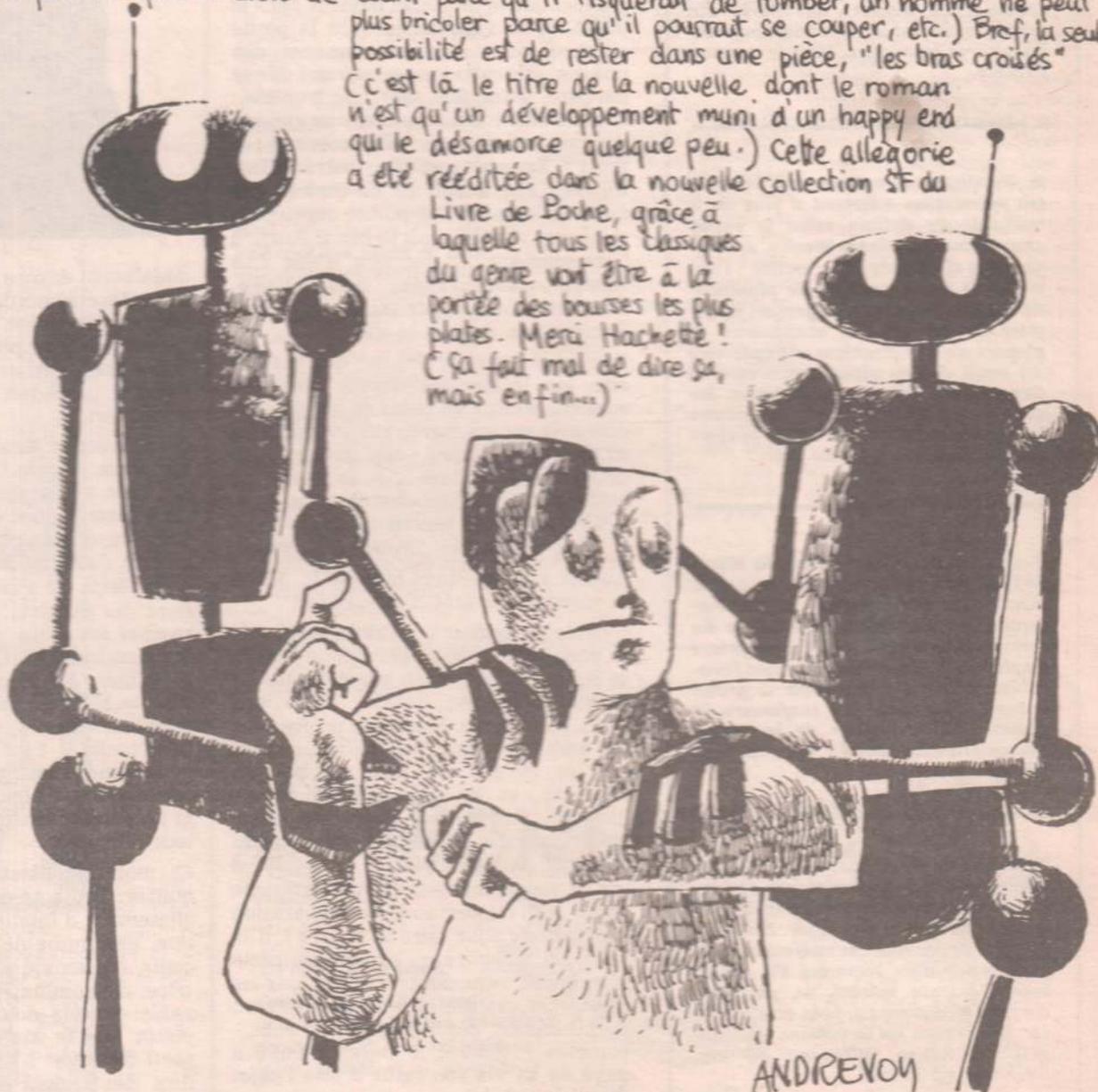
**ATTENTION SCIENCE FICTION**

Comme les chers lecteurs de la G.O. ne l'ignorent plus, le conflit majeur (et dialectique) de notre société est le conflit entre la liberté et l'oppression ou, pour être moins abstrait, entre le besoin de libre arbitre et le besoin de sécurité - lui-même exploité par nos gouvernants pour accentuer l'oppression, boucle bouclée... Que l'oppression bouffe peu à peu la liberté sous prétexte de sécurité, on s'en aperçoit à tous les niveaux de la vie : prenons la circulation, par exemple... Il y a 20 ans, on faisait de moto sans casque, cheveux au vent, quel pied c'était ! Maintenant le casque est obligatoire, obligatoire aussi quand vous faites de la Mobylette, et on parle des vélos pour bientôt. Même tendance pour la bagnole et la ceinture : d'abord obligatoire sur autoroutes, puis routes, puis ville la nuit, et bientôt ville le jour. Merci au clic, geste qui vous sauve en vous emprisonnant...

Jack Williamson, dans LES HUMANOÏDES, un classique de la SF écrit en 1948, l'année du MEILLEUR DES MONDES, a imaginé la protection absurde : une armée de robots conçus par un savant pour protéger l'homme contre lui-même. Mais les machines deviennent si puissantes et si conscientes de leurs tâches qu'elles en viennent vite à réduire leurs « maîtres » à l'esclavage le plus total : l'immobilité. (un enfant n'a plus le droit de

courir parce qu'il risquerait de tomber, un homme ne peut plus bricoler parce qu'il pourrait se couper, etc.) Bref, la seule possibilité est de rester dans une pièce, « les bras croisés » (c'est là le titre de la nouvelle, dont le roman n'est qu'un développement muni d'un happy end qui le désamorce quelque peu.) Cette allégorie a été rééditée dans la nouvelle collection SF du

Livre de Poche, grâce à laquelle tous les classiques du genre vont être à la portée des bourses les plus plates. Merci Hachette ! (Ça fait mal de dire ça, mais en fin...)



**Bouquins**

**L'AGE DE L'AUTO-GESTION**

Si l'on parle beaucoup d'autogestion depuis quelques années, curieusement la fortune de ce mot ne semble pas faire celle des éditeurs, et la recherche en ce domaine n'est pas (pas encore) envahie par les métalangages. Aussi, alléché par de larges extraits publiés par Esprit (1), j'ai lu avec intérêt « L'âge de l'autogestion », de Pierre Rosanvallon, directeur de CFDT-Aujourd'hui (2). J'ai été déçu, et pour deux raisons.

D'abord parce qu'Esprit avait publié les passages les plus intéressants ! Notamment la présentation de la notion de dépropriation, seule véritable « idée politique nouvelle », qui permet à l'autogestion de dépasser le dilemme étatisant-système coopératif. Il ne suffit pas en effet de refuser à la fois capitalisme privé et capitalisme (appelé parfois

aussi « socialisme ») d'Etat, il faut aussi réaliser qu'entre des entreprises autogérées dont les ouvriers seraient collectivement propriétaires pourrait parfaitement subsister la concurrence, et tout ce qui l'accompagne : course au rendement, orientations déviantes de la production, publicité, séparation consommateur-producteur, etc. Bref, la société marchande peut « s'autogérer », et avec elle l'exploitation et l'aliénation ; l'autogestion ne serait alors qu'un capitalisme coopératif.

Ce qu'explique Rosanvallon, c'est que le droit de propriété tel que nous le connaissons regroupe en fait des droits distincts : l'usus (droit d'user de la chose), le fructus (droit d'en percevoir les revenus), et l'abusus (le droit d'en disposer et de l'aliéner). La socialisation autogestionnaire redistribue ces différents droits entre différentes instances au lieu de les remettre entre les mains d'un même agent collectif. La propriété à proprement parler disparaît au profit d'un « ensemble de droits complémentaires exercés par différentes collectivités sur un même bien. » C'est la « dépropriation ».

La seconde déception est beaucoup plus profonde. En l'absence totale de réflexion sur la défense, Rosanvallon tire de bien curieuses conclusions de problématiques pourtant bien posées. La question de la dimension, par exemple. Il écrit fort justement que l'autogestion directe n'est possible que dans des unités de petites dimensions. Ces micro-démocraties locales ne peuvent s'articuler avec des macro-démocraties globales que dans le cadre d'une société informationnelle et contractuelle, qui suppose un espace politique et économique homogène : l'Europe. L'Europe politique et militaire, évidemment parce qu'il faut à l'autogestion la garantie politique globale d'une société décentralisée, « garantie dont l'aspect militaire est déterminant » !

De même, Rosanvallon ne nie pas les déterminismes technologiques. La technologie n'est pas neutre, puisqu'elle « incarne justement le rapport entre les structures sociales et la technique ». Mais la contrainte internationale, les problèmes de défense, la maîtrise de l'atome, « moyen essentiel dans un système de défense moderne », exercent de fortes contraintes technologiques... Pourquoi dès lors ne pas écrire que l'autogestion est impossible ? Pourquoi ne pas rappeler qu'en Chine, puisque Rosanvallon la donne en exemple, le secteur nucléaire fut précisément LE secteur intouchable pendant la Révolution culturelle ?

Il y a quand même beaucoup de choses intéressantes dans ce bouquin : Rosanvallon intègre de façon astucieuse un tas de recherches originales et intéressantes, et dans des domaines très divers... sauf celui de la recherche d'une autre défense. A tous ceux qui n'ont jamais le temps de lire ce qu'ils voudraient « L'âge de l'autogestion » apportera nombre d'éléments de réflexion. A compléter cependant par une lecture sur la défense populaire non-violente (3).

Cédric

(1) Esprit, 19, rue Jacob, 75006 Paris.  
(2) « L'âge de l'autogestion », collection Politique, au Seuil, 1976. 8 F 50. CFDT-Aujourd'hui, 26, rue de Montholon, 75439 Paris Cedex 09.  
(3) « Armée ou défense civile non-violente », à commander (6 F) au CLICAN, BP 253, 83053 Toulon Cedex.

**La gueule ouverte aide le plan Barre**

**COCHONNERIES**

C'est comme ça et pas autrement : on a beau leur prêcher qu'il ne faut pas manger de viande, leur vanter le riz complet, ses fastes et ses pompes, rien n'y fait, les carnivores existent. On les reconnaît à leur faciès vorace et à leurs longues dents déchiçeteuses. Salut, les carnivores, et bon appétit ! Le cochon, animal écologique, puisque du bout du groin au tire-bouchon de la queue, on n'en perd rien, le cochon, dis-je va nous occuper cette semaine. Parce que cet animal présente une ressemblance de taille avec l'homme : il bouffe de tout, et des saletés de préférence.

**CHOSSES VUES EN ESPAGNE**

23 janvier à Valence. On nous a fait savoir hier de bouche à oreille qu'il y aura à midi une fête sauvage sur la place de la Vierge, dans la vieille ville. Les gens qui en ont eu



l'idée aiment la liberté mais n'aiment pas exagérément les idéologies. Il y a parmi eux des anars - inorganisés ou membres de la CNT - des trotskistes, des communistes, des homosexuels, des femmes du MLF, mais ils ont surtout rejoint le groupe pour des motifs qui tiennent à leur personnalité et pas en vertu d'une étiquette politique. Leur domaine d'action, c'est ce que laissent de côté les politiques : la vie quotidienne. Ils cherchent d'autres moyens de communication avec les gens que le tract ou le discours.

Ce langage, ils l'ont trouvé du premier coup, et bien au-delà de ce qu'ils attendaient.

La place, sous le soleil aigu, est noire de monde. Il y a de tout, du bébé jusqu'au vieillard, mais ceux de 20 ans prédominent. Sous l'agitation joyeuse, un frisson d'illégalité. Pourtant, les flics sont totalement absents, sauf un malheureux personnage en imper-mastic qui vient vérifier, sur la fin, que les gauchistes sont toujours là. On sent les gens sûrs d'eux-mêmes, conscients d'agir par leur présence et prêts à... j'allais dire participer, comme on dit chez nous. Mais c'est bien mieux. Ceux-ci sont utiles, et savent visiblement s'y prendre avec les enfants. Mais parfois, les gens entonnent d'eux-mêmes des chansons et la foule se mue en un clin d'œil en rondes, danses et jeux.

Primo, choisir la viande. Elle doit être grise-rose. En aucun cas vert sapin, méfiez-vous. Deuxio, chercher une bonne idée. Ça tombe bien, j'en ai une, et pas chère. On achète de belles côtelettes, dans le filet, la pointe ou l'échine, selon les sous dont on dispose. Une superbe côtelette dans le filet coûte environ quatre balles et nourrit son homme. Le porc étant une viande grasse, on évitera de lui adjoindre des quantités idiotes de beurre ou d'huile. Une larme de saindoux, c'est autrement intelligent. Feu moyen, sept minutes de chaque côté, et voici la surprise : nous allons tartiner nos côtelettes avec du beurre d'anchois. On écrase la chair de quatre anchois dodus (les acheter entiers, et au sel) avec une grosse noix de beurre. Un tour de moulin à poivre, et c'est l'extase, nous avons marié le ciel et la terre, quel le audace et quel délice !

Et avec ça, ma bonne dame ? Ben avec ça, mon brave, une salade d'épinards. On choisit des belles feuilles croquantes, on les coupe et on les assaisonne à l'huile d'olive. Des épinards crus, si, si. Ou encore cuits, pour les froussards qui craignent l'innovation. Et pourquoi pas des champignons noirs, chinois et déshydratés ? Parce que c'est cher et pas nourrissant, cette blague. Mais c'est bon ! Je ne dis pas, mais nous on est pauvres. Spécial-Parisiens-à-qui-le-mercure-ne-fait-pas-peur : à Inno, il y a des boîtes de palourdes en provenance de chez Mao. Deux francs. Rayon exotique. Jeter leur eau, et les faire sauter avec de l'ail et du persil. C'est aussi bon au palais que mauvais pour la santé. Il faut savoir vivre dangereusement...

Anne Vergne

Les mômes sont les rois de la fête. Un tract dit : « ...nous voulons que la rue appartienne aux gens et pas aux voitures, que ce soit un lieu pour communiquer et pas pour marcher tête baissée... Nous pensons que pour jouer, on n'a besoin que d'espace et de gens, alors que le capitalisme nous oblige à isoler les enfants dans une cage... Nous voulons des parcs. Nous voulons l'égalité des hommes et des femmes. Nous voulons récupérer la ville pour les jeux des petits et des grands. Valence à ceux qui y travaillent ! »

Un des clowns meneurs de jeu, la figure peinte de couleurs vives, me demande au milieu d'un éclat de rire général : t'as pas du shit, vieux ? Un jeune dieu, plus beau qu'Apollon, plonge dans la fontaine. En trois heures, on a conquis la place par la bonne humeur et on termine sur une touche de beauté.

En revenant dans notre banlieue ouvrière, on passe sur un vieux pont, très beau, sous lequel il n'y a plus qu'un terrain vague. Les technocrates ont détourné la rivière qui passait là, le rio Turia, avec l'idée d'en faire une autoroute. Ils n'y arriveront jamais. Les gens veulent qu'on y fasse des espaces verts. Le roi a dit oui lorsqu'il est venu récemment ici. Oui mais... il faut rentabiliser le terrain, non ? On a donc parlé d'y faire des tennis, des parkings, des restaurants, vous voyez le topo. Il y a encore pas mal de boulot en perspective pour aboutir à l'idéal : des parcs et des jardins pour tous, gratuits.

A l'heure même où nous faisons la fête à Valence, un jeune, Arturo Ruiz, était tué à Madrid à coups de revolver par un nostalgique de Franco à la fin d'une manif pour l'amnistie.

La joie et le sang. Eternelle Espagne. Pierre Jacques

**musique**

**JAZZ DANS LES MONTAGNES**



Un des plus fameux batteurs de l'histoire du jazz, Max Roach, sera au théâtre d'Annecy, le samedi 19 février, à 21 h. Il est invité par Annecy Médiation, une association composée entièrement de bénévoles, qui organise dans la région annécienne une animation et une programmation basées sur des musiques et des films exclus en général des circuits commerciaux.

Prochainement, Annecy médiation proposera deux jours sur le cinéma underground, une soirée avec des groupes d'Annecy, un bal folk, une soirée avec le Dharma Quintet.

Annecy Médiation, chez Denis Rodi, 11, chemin des Amarantes, 74600 Seynod. Tél : 51.00.71.

# SUR LE TERRAIN



## lutte anti-nucléaire

**VAL DE SAONE.** Une association d'élus pour la sauvegarde et l'aménagement du Val de Saône vient d'être créée par soixante dix élus de Saône et Loire, dont Jean Braillon, député (républicain indépendant) de Chalon-Montceau, des conseillers généraux et des maires. Son but est de s'opposer par tous les moyens en son pouvoir, à l'installation d'une centrale nucléaire ainsi qu'à tout projet d'industrialisation outreançais. Ce renfort tardif et inattendu doit redonner du courage au comité antinucléaire du Val de Saône, c/o Daniel Deriot, Sassenay, 71 100 Chalon sur Saône.

**LE HAVRE.** Le groupe « refus-redistribution 3 % de l'impôt » se réunit le mardi 22 février, à 21 h, à l'U.C.J.G., 153, bd de Strasbourg, 76 000 Le Havre.

**VAL DE LOIRE.** Petite tournée de Jean Kergrist, le clown atomique : le vendredi 18 février, à 20 h 30, il sera au foyer des jeunes de Fourchambault, le samedi 19, à 22 h, à la Maison de la culture de Nevers, le dimanche 20 à Herry dans le Cher. Comité antinucléaire c/o Gérard Chatelet, les Eglantines, le clos de la Motte, 58 000 Nevers.

**ASSISES CONTRE SUPER-PHENIX,** les 19 et 20 février, salle de l'amitié, à Moresval, près de Malville, dans le département de l'Isère. Un service de cars est prévu au départ de Grenoble. Se renseigner auprès du comité Malville, 1, rue Emile Zola, 38 000 Grenoble. Tél. : 87 60 48 (demander Michel). Pour Lyon, se renseigner auprès du MERA, 68 rue Mercière. Permanence tous les soirs de 18 h à 20 h, et de 14 h à 18 h le samedi. Une garderie collective sera organisée avec tous les volontaires, parents ou non, hommes et femmes, et fonctionnera la journée seulement. Soyez autonomes au maximum. Apporter tout le matériel de couchage, les jouets, etc.

Trois possibilités d'hébergement se présentent : le camping à proximité de la salle (brrr...), des dortoirs improvisés dans un rayon de trente kilomètres, quelques places chez l'habitant. Un stand hébergement sera à la disposition des participants. L'organisation des assises revient à près de 3 millions d'anciens francs, prévoyez une aide financière, même modeste. Les chèques ou mandats sont à adresser à Danielle Jourdan, Bouvesse, 38 390 Montalieu. Vous trouverez tout sur la lutte des comités Malville dans leur propre journal : « Super-Pholix », c/o Georges David, hameau « Le Poulet », 01680 Lhuis. Abonnement : 20 F pour dix numéros.

**PARIS.** Dans le cadre de la lutte contre le projet de centrale à Nogent sur Seine, un comité antinucléaire se forme dans le 12<sup>e</sup> arrondissement. La première réunion aura lieu au 12, place d'Aligre, café « Le Bilboquet », le lundi 21 février à 20 h. Vous pouvez aussi écrire à Stéphane et Nadine Hengy, 54, rue de Picpus, 75012 Paris.

**BRETAGNE.** Au cours d'un mini bain de foule à Etel, un représentant du Comité Régional d'Information Nucléaire a posé une question à Giscard d'Estaing : « Comment pouvez-vous concilier la protection du littoral breton avec l'implantation d'une centrale nucléaire ? » Le président a répondu : « Chaque fois qu'une zone du littoral sera occupée par une centrale, une zone correspondante sera protégée ailleurs ».

Ainsi, reconnaissant les nuisances des centrales, le président offre, au rythme prévu par le programme nucléaire français, l'image d'un littoral, où, entre deux déserts nucléaires, des zones privilégiées seront protégées.

Protégées de quoi et comment ? Quand on sait que la pollution nucléaire se caractérise par une très large diffusion dans le milieu marin et terrestre, et que ses nuisances sont incontrôlables et irréversibles, quelle zone pourra prétendre à une réelle protection ?

La réponse du président de la République, qui provoque une très vive réaction à Erdevan, ne peut qu'inquiéter une population très sensibilisée, tenue dans l'ignorance des choix définitifs des sites.

Cette inquiétude grandit quand Marcellin, à Vannes, répondant à une question posée par le docteur Le Formal, conseiller général, a répondu qu'une centrale nucléaire pouvait avoir de l'importance pour le Morbihan.

On peut mettre en doute le souci de protéger le littoral dont le Président a fait le thème de son voyage. En fait, Valéry Giscard d'Estaing, vient d'ouvrir la campagne des municipales en utilisant un thème écologique, qui préoccupe de plus en plus les populations du littoral, sans rien changer à sa politique énergétique nucléaire, en contradiction avec la protection de la nature. De même, des municipalités qui ont toujours été pro-nucléaires et fort peu soucieuses de l'environnement vont adopter le thème de l'écologie, pour tenter de récupérer un mouvement d'opinion, dont elles ont été le plus souvent absentes. Il ne fait aucun doute que « l'écologie pratique » sera au cœur même des élections municipales dans les bourgs qui entourent Erdevan.

**CRIN, 14, rue Emile James, 58 410 Etel. Secrétariat : B.P. n° 5, 58 410 Etel. Tél. : 52 33 94.**

**SAINT NAZAIRE.** Une journée d'information sur l'énergie nucléaire aura lieu le dimanche 20 février, à la Maison des jeunes et de l'éducation permanente, Bd Victor Hugo, organisée par la section de Loire Atlantique de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne. Toute la journée, vous pourrez voir une exposition sur l'électro-nucléaire en France, réalisée par le CRIN de Nantes et les Amis de la Terre de Lille. A 15 h, projection du film « Voyages dans les centrales de la terre », tourné dans plusieurs centrales et usines de retraitement des déchets radioactifs en Europe, excepté en France. A partir de 16 h : débat sur le programme électro-nucléaire français. Le projet du Pellerin sur l'estuaire de la Loire, à mi-chemin entre Nantes et St Nazaire, sera plus particulièrement discuté et fera l'objet de la projection d'un montage de diapositives commenté sur les conséquences de ce projet sur l'environnement proche ou lointain de l'estuaire. **S.E.P.N.B., faculté des Sciences, B.P. 1044, Nantes, 44 037 Cedex. Tél. : 74 50 70.**

**SEVESO ET FESSENHEIM.** Une plaquette mettant en évidence les ressemblances entre l'usine Icmesa de Séveso et la centrale nucléaire de Fessenheim vient d'être réalisée par plusieurs associations écologiques allemandes et alsaciennes. Les fins militaires, l'imprévoyance à Séveso comme à Fessenheim, l'ampleur de la catastrophe, le sort de la population, la dioxine et la radioactivité, l'ignorance des remèdes, sont mis en parallèle dans le document.

Pour le diffuser et se le procurer, écrire à Jean Pierre Piella, 26, rue Principale, Bassemberg, 67 220 Villa. Prix : 2 F.

**FONTAINEBLEAU.** Projection du film « Condamnés à réussir » suivie d'un débat : « Où en sommes-nous avec le nucléaire ? », le vendredi 18 février, à 20 h 30, salle du greffe du tribunal, 3, place de la République, sur une initiative des Amis de la Terre.

**BRAUD ET SAINT LOUIS.** Le 7 février, le tribunal de Bordeaux a rendu son jugement dans l'affaire des militants antinucléaires de Braud et Saint Louis, poursuivis au titre de la loi anti-casseurs. L'un des inculpés, directeur d'une entreprise de travaux agricoles, dont le matériel avait été utilisé pour démolir une partie des installations de l'EDF, a été relaxé. Les quatorze autres inculpés ont été reconnus coupables et condamnés à verser chacun 500 F d'amende et 500 F de dommages et intérêts à l'EDF.

L'EDF avait réclamé 90 000 F de dommages et intérêts, tandis que le procureur avait requis des peines de prison, avec sursis, entre quarante-cinq et huit jours, et des amendes de 2 000 à 800 F. Comité antinucléaire, 18, rue du Palais de l'ombrière, 33 000 Bordeaux.

**DIAPPOSITIVES.** Un montage de 116 diapositives d'une durée de 40 mn, a été réalisé par le CRIN de Valence. Ce montage résume la consommation d'énergie dans le monde, la fission nucléaire, la production d'électricité, le cycle de l'uranium, les dangers de la radioactivité, le surgénérateur, la radioactivité naturelle et artificielle, les risques parallèles, les problèmes économiques et politiques.

Il comprend les diapositives, une bande en 9,5 et un texte, le tout vendu pour un minimum de 250 F, plus 15 F de port recommandé. Il est possible de louer le montage contre 50 F, plus 15 F de port recommandé à l'aller et au retour. Il est recommandé de s'y prendre 15 jours à l'avance, pour être sûr de l'obtenir et de respecter les délais pour le retour.

**CRIN, maison pour tous, 81, avenue du Grand Charran, 26 000 Valence. Réunions et permanences téléphoniques les mardis soir entre 21 h et 22 h. Tél. : (75) 43 89 94.**

**TOULON.** Le comité antinucléaire rappelle à tous les intéressés que sa réunion hebdomadaire a lieu tous les samedis, à 14 h 30 à La libre pensée, caserne de la mer, rue Montébello, 83 000 Toulon.

## anti-militarisme non-violence

**CHERBOURG.** Serge Levillayer a renvoyé ses papiers militaires pour soutenir la lutte des paysans du Larzac. Ayant refusé d'en reprendre possession, il sera jugé à nouveau le mardi 22 février, à 14 h par le tribunal correctionnel de Cherbourg.

Pour tout contact : Serge Levillayer, 50 440 Ste Croix Hague.

**LE PAYS CRÈVE, L'ARMÉE PARADE.** A Lussas, en Ardèche, le samedi 5 février, une partie de la population se préparait à assister au départ en manœuvre sur le plateau de Jastres d'une vingtaine d'engins de l'armée au son de la musique militaire. La parade débutait quand une vingtaine de personnes arrivèrent avec des tracts, deux banderoles et deux accordéons pour manifester leur pacifisme, leur non-violence, face au gaspillage étalé, dont l'inutilité était argumentée par des tracts distribués. Excitées par une dizaine de personnes, dont le maire, non désapprouvé par la gendarmerie présente, la réaction d'une partie de la population fut très violente : menace de coups, destruction des tracts et des banderoles, injures, etc. Les manifestants ont exprimé leur désaccord dans les plus pures traditions de la non violence, opposant à la menace de coups et aux grossièretés une présence ferme et pacifique. Ils ont été profondément choqués et effrayés par la violence de la réaction de la population présente.

Les détails et les réflexions sur cette affaire seront publiés dans « La bouche rouge », mensuel de contre information ardéchoise, B.P. N° 5, 07 210 Chomerac.

**TOULON.** Le Centre local d'information et de coordination pour l'action non violente continue son action sur la région toulonnaise. Ce groupe travaille sur la sauvegarde du Larzac, l'objection, la lutte antimilitariste. Pour tous renseignements, horaires et dates de réunions, s'adresser au CLICAN, 83 053 Toulon cedex. Tél. : (94) 98 41 02. CCP 2 902 67.

**OBJECTEURS.** La querelle entre les Comités de Lutte des Objecteurs (CLO) et le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) va-t-elle définitivement prendre fin par la création d'une « Fédération des objecteurs » indépendante du premier groupe ? (1) Les positions des uns et des autres seraient ainsi définitivement et clairement exprimées.

Les CLO considèrent pour leur part l'objection comme une stratégie d'insoumission totale avec une répression atténuée. Du moins, certains présentent-ils les choses ainsi en ayant l'air de leur reprocher de se foutre comme de l'an 40 de l'alternative que représente le service civil auquel ils s'insoumettent allègrement. Le MAN dont on peut penser qu'il n'est pas étranger à la création de cette « Fédération des Objecteurs » considère que le service civil est un compromis nécessaire.

Quand il n'y a pas d'accord possible, on se sépare ! Dont acte... Espérons que les anathèmes cesseront de pleuvoir comme obus à Gravelotte.

Maintenant, on ne m'empêchera pas de penser que ce sont toujours les mêmes qui tirent les marrons du feu de nos divisions.

J.L.S.

(1) Dont la première coordination aura lieu à Nancy les 19 et 20 février. Pour tous renseignements : Fédération des Objecteurs, 54, rue de la Hache, 54000 Nancy.

## tutti frutti

**SAINT GENIS LAVAL.** Tous les intéressés par l'agriculture biologique sont invités à se joindre aux adhérents de Nature et Progrès le dimanche 20 février, au collège agricole mixte, route de Charly, 69 230 St Genis Laval.

**PARIS-ÉCOLOGIE.** Pour les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> arrondissements, Paris-Écologie est installé 46, rue Ste Anne, au 1<sup>er</sup> étage (Métro Pyramide ou 4 Septembre). Une permanence est ouverte tous les jours ouvrables de 12 à 14 h, et de 17 à 19 h et le samedi de 10 à 13 h. Une permanence téléphonique fonctionne 24 h sur 24 au 887.29.80. Une réunion hebdomadaire a lieu tous les mardis à 20 h 45, 46, rue Ste Anne. Un compte chèque postal est ouvert au nom du trésorier : Christian Bourreau CCP 13 980 27 A Paris.

### Jugement procès Dantec

- 3 mois prison ferme  
- 5 ans privation de droits civiques.

Putain encore cinq ans avant de voter



**BELFORT.** Les associations écologiques belfortaines sont à la recherche de quelques candidats pour compléter la liste écologique qu'elles ont entrepris de mettre sur pied pour les municipales. Il leur suffit d'avoir des noms, ils sont assez nombreux pour faire tout le travail... Prenez contact avec Patrick Voignier, 11, rue E. Parrot, 90 000 Belfort. Les réunions ont lieu tous les jeudis, à 20 h 30, à la tour 41, dans la bonne humeur. Il manque un ou deux « 3<sup>e</sup> âge », essayez d'intéresser votre grand père.

**VERNON.** Y aurait-il des écologistes isolés, désireux de se connaître et de se regrouper en vue d'une action sur la région ? Prendre contact avec B. Letellier, Les Boutardes P.R.I., Appt. 713, 27 300 Vernon.

**ABLON** (Val de Marne). Le groupe écologique présente un film sur les dégradations du milieu de vie et un débat sur l'écologie et les élections, le jeudi 17 février, à 20 h 30, au Mille Club.

**SARTROUVILLE.** Faisant suite à son exposition sur les baleines, le groupe « écologie » de la MJC propose du vendredi 18 au vendredi 27 février, une semaine sur la protection animale, au centre culturel, place des Fusillés. Cette exposition pourrait être un pôle d'attraction pour les enfants pendant les vacances de février. De nombreux exposants et conférenciers attendent votre visite. MJC, 22, quai de Seine, 78500 Sartrouville. Tél : 962 29 51.

A la MJC de Sartrouville, une soirée antillaise avec « Les Noun'kika » groupe de folk antillais, aura lieu le vendredi 18 février, à 21 h.

**ALPES MARITIMES.** Une semaine d'information : « Espace fertile - espace énergétique », avec projection du film « Voyage dans les centrales de la terre » est organisée du 22 au 27 février par Guy Demenge, guide de haute montagne et le Mouvement écologique. Le 22 février, à 20 h 30, salle Bréa, Bd Carabacel, à Nice ; le 23 février, à 15 h, à la MJC de Magenan et à 20 h à la MJC de Vallauris. Pour les jours suivants, consulter la presse locale.

## ASSISES CONTRE LA POLLUTION INDUSTRIELLE ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

Depuis que le capitalisme existe, la pollution industrielle s'est développée avec un profond mépris pour la santé des travailleurs, et l'environnement naturel a servi de déversoir pour les résidus toxiques. Aujourd'hui, les luttes contre la pollution industrielle se multiplient, dans un grand nombre de branches d'industrie, mais ces luttes sont souvent isolées, dispersées.

A l'appel du Comité de liaison et d'information sur la santé et les conditions de travail, avec le soutien d'un grand nombre d'ouvriers, paysans, scientifiques, médecins, juristes, hospitaliers qui luttent contre la pollution, les samedi 26 et dimanche 27 février, sont organisées deux journées d'information et de travail sur les maladies professionnelles et la pollution industrielle.

Six forums auront lieu simultanément :

- Alimentation et pollution. Avec le témoignage d'ouvriers d'usines alimentaires, de paysans, de scientifiques.

- Nuisances industrielles et maladies

professionnelles. Des mineurs de Lorraine et du Nord, des ouvriers et des médecins de quartier apporteront leur témoignage sur la pollution dans les cités de la sidérurgie lorraine.

- La pollution des eaux, des fleuves et des mers. Des ouvriers des usines polluantes, des pêcheurs et des travailleurs victimes de la pollution, des scientifiques et des techniciens, ouvriront leurs dossiers sur les rejets de boues rouges, en Méditerranée, de boues jaunes dans la baie de Seine, la pollution des égouts et nappes phréatiques par les rejets chimiques et nucléaires...

- Les dossiers noirs de Pechiney-Ugine-Kuhlmann, premier pollueur de France, premier marchand d'antipollution.

- Le nucléaire et les travailleurs.

- Le cancer et l'environnement.

Rendez-vous salle de conférences, 6, rue Albert Lapparent, 75007 Paris. Métro : Ségur.

Pour tous renseignements : CLISACT, c/o docteur M. Becchio, 56, rue des Guipons, 94 800 Villejuif.



"Il faut vivre ce que l'on pense sous peine de penser ce que l'on vit".

Le comité de soutien à J. Breton et N. Gendron (2 insoumis qui font la grève de la faim depuis 3 semaines à la maison d'arrêt, 1 avenue de la division Lederc - Fresnes 94261-) diffuse cette carte à expédier à M. Cochard, Directeur de la Justice Militaire, 35 rue St Didier - 75016 - Paris. Ecrire au Comité de Soutien aux Insoumis 90 Mouvement Ecologique, 65 bd Arago - Paris 75013 pour vous la procurer - (CCP 33 549 20. La souve au nom de Jean-Pierre Lafay).

**BIARRITZ.** Un atelier d'écologie, dont le but serait de réunir de la documentation et de faire circuler l'information dans les établissements scolaires, les entreprises etc., d'agir pour la défense de la côte aquitaine, est en formation à la Maison des Jeunes, avenue Foch. Prendre contact, soit à la MJC, soit avec P. Juquon, instituteur à Arbonne, 64 210 Bidart.



Le mime Dubal, des petits enfants et trois mille personnes étaient samedi à La Villette pour la fête de Paris-Écologie.

**LUTTE CONTRE LA PEINE DE MORT.** Le Comité d'action des prisonniers, proteste contre le fait qu'on ait pu encore en 1977, choisir la solution cruelle et barbare de la peine de mort. Alors qu'à Troyes et à Aix, les jurés se sont refusés à prononcer la peine capitale, la décision de Douai montre le côté loterie de la justice actuelle. CAP, 15, rue des Trois Frères, 75018 Paris.

**PETIT TOUR DES YVELINES.** L'excellent film vidéo « Élus et population, le partage du pouvoir », réalisé par Vidéo OO, sera projeté à 21 h, dans les localités suivantes : le mardi 15 février, salle municipale de Meulan, le mercredi 16 février, salle des loisirs de Verneuil sur Seine, le jeudi 17 février, salle de la mairie de Vernouillet ; le vendredi 18 février à la Maison des Jeunes des Mureaux. Comité antinucléaire de Meulan et sa région, 69, avenue de Paris, 78 740 Vaux sur Seine.

**BEAUVAIS.** Les étudiants de l'Institut Supérieur Agricole organisent le jeudi 24 février, une journée de débat sur l'agriculture biologique, avec une présentation des techniques et des exemples de réalisation. L'après-midi à 14 h : présentation des principales techniques d'agriculture biologique par Claude Aubert, ingénieur agronome, présentation d'exploitations par trois agriculteurs. Le soir, à 20 h : conférence sur les consommations directes d'énergie en agriculture par Max Crouau, ingénieur agronome, suivi d'un débat animé par J. Keilling, professeur honoraire à l'Institut National Agronomique, M. Hurier, directeur des études à l'I.S.A.B., M. Bourgeois, ingénieur agronome, M. Rémy, station agronomique de Laon de l'INRA et différents autres orateurs. Participation aux frais : 10 F. Pour tous renseignements : journée-débat, A.G.E. I.S.A.B., rue Pierre Wagué, 60 026 Beauvais. Tél : (4) 445 28 33.

**MARMANDE.** Le groupe écologique propose une soirée-débat sur l'agriculture biologique, le vendredi 18 février, à 20 h 30, à la mairie-annexe.

**ORLEANS.** Création d'un atelier solaire. Le comité anti-nucléaire de l'Orléanais et la Maison des Jeunes de St Jean de la Ruelle se sont unis pour créer un atelier solaire dans les locaux de la M.J. Premiers projets : réalisation en groupe d'un chauffe eau, d'une éolienne et d'un four.

Tous ceux qui ont envie de bricoler mais aussi qui pourraient servir de conseillers techniques, même occasionnellement, sont les bienvenus. La prochaine réunion aura lieu le jeudi 24 février, à 20 h 30, à la Maison des Jeunes, 10, rue Jules Lenormand, 45140 St Jean de la Ruelle. (Près des PTT). Apportez vos documents. Les séances d'atelier démarreront en mars et auront lieu surtout pendant le week-end.

**LES SABLES D'OLONNE.** Neuf Basques sont actuellement assignés à résidence à l'île d'Yeu, sur décision arbitraire du ministre de l'intérieur français, en collaboration avec le ministre de l'intérieur espagnol. Ils sont surveillés nuit et jour par les CRS, qui ont le soutien de la brigade anti-gang, des renseignements généraux et de la DST. Leurs rapports avec l'extérieur sont filtrés, leurs sorties contrôlées. Un appel national contre la répression est actuellement diffusé et signé par diverses personnalités, organisations politiques et syndicales. Le comité vendéen de soutien aux Basques de l'île d'Yeu appelle à un rassemblement de protestation le dimanche 20 février, à partir de 10h30, au Casino des sports des Sables d'Olonne.

Différents artistes et chanteurs animeront le rassemblement. Un accueil à la gare de la Roche sur Yon sera assuré le samedi 19 février, à partir de 13 h 30, jusqu'au dimanche 20, à 9 h. Pendant le rassemblement, un service de crèche et de ravitaillement seront assurés. Pour tout soutien financier ; B. Aussant, CCP Nantes 77 000. Toutes les lettres de protestation et les nouvelles signatures sont à adresser au Comité vendéen de soutien aux basques de l'île d'Yeu, 22, rue Jacques Cartier, 85 000 La Roche sur Yon.

# les assises contre Super-Phénix :

## PENDANT LES ELECTIONS LA LUTTE ANTI-NUCLEAIRE CONTINUE !

**M**D'ORNANO vient de présenter à la presse (11 Février 77), le résultat des cogitations d'une commission spécialisée, créée pour étudier l'utilisation des rejets thermiques des installations nucléaires. Rappelons ce que nous disons depuis toujours, sans le secours d'aucune commission : la filière nucléaire PWR dite « à eau légère », choisie par l'EDF, est certainement la plus imbécile, scientifiquement parlant. Son rendement est de 33 %. Marceau Felden, physicien nucléaire, est l'auteur d'un livre curieux « Energie : le défi nucléaire » (1), qui porte en exergue ce mot de Valéry : « le temps du monde fini commence ». Au sujet qui nous préoccupe, Marceau Felden écrit : « ça signifie que pour produire 1000 MW électriques, il faut dissiper avec la filière à eau légère 500 MW thermiques de plus qu'avec les combustibles fossiles ». En clair dans les PWR, l'EDF produit, avec un mauvais rendement, une eau chaude à 30 degrés qui pollue les fleuves et n'est pas utilisable pour le chauffage urbain et domestique. L'énergie électrique produite secondairement - ou « noblement » - avec ce mauvais rendement, sera ensuite recommandée pour le chauffage des maisons ! Merci, père Ubu, ça c'est de la gestion scientifique des ressources du génie humain... !

Il faut donc sortir des centrales une eau à 70/90 degrés pour pouvoir utiliser sagement la pollution thermique. Mais EDF refuse car la baisse du rendement serait de 15 %. Quand on a un rendement de 33 %, mieux vaut ne pas l'abaisser encore si l'on veut garder un semblant de dignité. Avec un rendement de 18 %, l'EDF aurait bonne mine en société ! Ça mettrait le nucléaire au niveau du solaire ! De plus, les sites des centrales sont mal adaptés, étant trop loin des agglomérations à chauffer, pour raisons de contestation populaire archéo-millénariste. C'est donc la quadrature du cercle ! Le choix « tout-nucléaire, tout PWR » de l'EDF l'a conduite dans une impasse, en dépit des panneaux avertisseurs gracieusement offerts par les écologistes. M. d'Ornano peut multiplier par mille les commissions et les bureaux d'études, illustrations modernes du principe de Peter, il se heurtera toujours à ce satané rendement. Les lois de la thermodynamique sont dures pour la politique.

Dieu merci, il y a les surgénérateurs ! Malville. Là, on retrouve Marceau Felden. Son livre est curieux parce que c'est le premier travail qui ne soit pas anti ni pro-nucléaire, au sens mani-

chéen de l'alternative. Felden n'est pas anti, parce qu'il enseigne la physique nucléaire de base à Nancy, après avoir travaillé pour l'arme atomique à Reggan. Il ne peut pas mordre la main qui le nourrit. Il n'est pas non plus un de ces Leprince-Ringard de salon, qui traînent leur front bas dans toutes les rédactions et maisons d'éditions pour exorciser la peur de l'atome. Il sait, Marceau Felden, qu'avec mille milliards de dollars investis dans l'affaire, l'industrie nucléaire mondiale ne reviendra pas en arrière, c'est à dire foncera les yeux fermés relever les compteurs de l'atome, au mépris de toute autre considération scientifique ou écologique. Sommes nous, oui ou non, dans une économie de profit ? Partant de là, Marceau Felden étudie sérieusement le « pari nucléaire » et ne voit un avenir qu'à la fusion, au solaire et au... surgénérateur.



Je vous passe ses arguments qui sont intéressants, encore qu'un peu trop économiques à mon gré (pourquoi tant d'énergie ? et si c'était là le fond du problème !), pour en venir à sa conclusion : « il serait presque indispensable de produire également de la chaleur et non exclusivement de l'électricité, ce qui apporterait nombre d'avantages sur le plan des rejets thermiques et du rendement. Dans cette optique, le choix de la filière PWR est contestable : elle utilise mal le combustible, possède un mauvais rapport de conversion, a une température de fonctionnement trop faible, donc un mauvais rendement, conduisant à une pollution thermique élevée ; elle serait mal adaptée pour les utilisations calogènes. Evidemment, elle présente certains avantages sur le plan de la sécurité et de la fiabilité, de plus la France a l'expérience de ses réacteurs pour sous-marins. En fait, c'est une filière intermédiaire entre les anciennes et celles qui apparaîtront après 1990. En ce domaine, les efforts français vers le surgénérateur sont très positifs, sauf en ce qui concerne la sécurité où les travaux sont plus qu'insuffisants (souligné par la rédaction), mais est-on sûr que la voie ne sera pas celle du refroidissement à l'hélium ? Il y a eu suffisamment d'erreurs de parcours jusqu'à présent pour que la question soit posée et de préférence non résolue par les aristocrates de la médiocrité... (sic). Alors que faire ? Dans tous les cas, les années 1976-1985 seront difficiles mais finalement la décision appartient au pouvoir politique qui ne peut la prendre qu'avec l'accord de la population dans son ensemble ».

Nous sommes bien d'accord, cher maître ! Voilà bien le casus belli du conflit nucléaire. Les populations intéressées ne sont pas consultées. Elles sont méprisées. On leur dit : « sans énergie, c'est la pagaille sociale, la misère la guerre ». On ne leur dit pas : « la dissémination nucléaire, c'est la guerre à coup sûr ». Comme on leur cache tout pour ne voir en elles qu'un bétail électoral, les populations se révoltent. Elles refusent le gavage de l'urne et font de la politique, sur place, sur leur lieu de vie, de travail et de détresse.

Exemple : Malville. Quel est le pékin de l'Isère ou de l'Ain qui savait ce qu'était un surgénérateur lorsque l'EDF acheta les terrains ? Combien étaient-ils à le savoir en France ? Une demi-douzaine. Et on appelle ça la démocratie, le gouvernement du peuple ! Elle a une drôle de bobine la délégation de pouvoir ! Le peuple trompé est en état de légitime défense. Il ne veut pas que l'on teste des prototypes dans son jardin, alors même, c'est Felden qui l'écrit, que les problèmes de sécurité sont négligés et les problèmes de déchets non résolus, alors même que la Science hésite entre le sodium et l'hélium pour refroidir 2 tonnes, 5 de plutonium. En Allemagne, qui n'est pas précisément un modèle de vertu démocratique, les travaux de la centrale de Brokdorf sont interrompus. « Le Monde » du samedi 12 février l'annonce ainsi : (je respecte la typographie pour montrer combien « Le Monde » tient en estime l'écologie)



**V**ERRA-T-ON un jour un tribunal français dire : on ne bouge plus tant que le problème des déchets n'est pas résolu ? Les 19 et 20 février à Brockdorf, on attend 50.000 manifestants. Les 19 et 20 février, à Morestel, salle de l'amitié, près de Malville, on organise des Assises Nationales contre Super-Phénix. « Radio-Active » émettra cette semaine sur Grenoble, à 19 h 30, sur 101 mégahertz en F.M. Il y aura du monde. Liste provisoire : représentants des Conseils Généraux de la Savoie et de l'Isère, député de Genève, CERN, Groupement des Scientifiques Concernés de Lyon, Paris et Grenoble, SGEN-CFDT, INSERM Marseille, GIS Marseille, PSU-Paris, élus de Malville, Amis de la Terre et groupes écologiques de toutes les régions. Il s'agit, vu la carence des instances légales, de définir une légitimité populaire, d'arrêter les travaux du surgénérateur, prématurément engagés sans consensus démocratique, sans information sérieuse, et alors que Phénix est en panne à Marcoule. On discutera des formes d'actions. Amenez vos idées ! La coordination des comités de base propose (vous disposerez) :

- une action collective de retrait de 15 % sur les factures EDF.
- un rassemblement cet été.

Reste la question du sabotage. Il serait surprenant que les élus cautionnent cette forme d'action, pourtant fort légitime. Mais l'heure du bla-bla et de l'information est passée. Place aux poètes ! (du verbe grec qui signifie : faire). D'ailleurs, je suis bien convaincu que Max Born, prix Nobel de Physique, avait raison quand il écrivait avant de mourir : « je pense que la tentative de la Nature pour créer un être intelligent a échoué ». En attendant que se vérifie par l'absurde cette prophétie, il faut passer le temps, s'occuper intelligemment...

Arthur

Programme des Assises contre Super-Phénix : samedi, les groupes et les délégués travaillent en commission. Samedi soir on rigole avec Patrick Font, Philippe Val et autres saltimbanques. Dimanche les individus s'expriment. Le soir, synthèse.

(1) Editions André Leson, 10 rue de L'Eperon, Paris.